

relations

MONTREAL

AVRIL 1975

VOL. 35, NO. 403

PRIX: 75¢

Justice sociale et Pauvreté



Cartographie de l'injustice

Faire le monde plus juste: nous y refusons-nous?

relations

revue du mois
publiée par un groupe de membres de la Compagnie de Jésus

COMITÉ DE RÉDACTION :

Irénée DESROCHERS, directeur
Guy BOURGEAULT, secrétaire
Jacques CHÉNEVERT, Gabriel DUSSAULT, Michel DUS-
SAULT, Julien HARVEY, Pierre LUCIER, Marcel MARCOTTE,
André MYRE, jésuites, et Yves VAILLANCOURT.

ADMINISTRATION : Albert PLANTE

RÉDACTION, ADMINISTRATION et ABONNEMENTS :

8100, boul. Saint-Laurent, Montréal — H2P 2L9
tél.: 387-2541.

PUBLICITÉ : Liliane SADDIK, 1700, rue Allard, Ville Brossard.
Téléphone: 678-1209.

M. Jean-Robert Gendron est autorisé à solliciter des
abonnements pour la revue.

numéro 403
avril 1975

SOMMAIRE

- Évangélisation et promotion de la justice, échos de la 32e
Congrégation Générale des jésuites, Rome (décembre
1974-mars 1975), liminaire... le secrétaire de la rédaction . . . 99
- Évangélisation et promotion de la justice (document). . . 100
- Notre mission aujourd'hui: quelques prérequis (document) . 104
- Cartographie de l'injustice dans le monde. . . Francisco Ivern 105
- Inde: justice sociale . . . Arul M. Varaprasadam 108
- Amérique Latine: les "CIAS". . . Alberto Sily 109
- Madagascar aujourd'hui . . . par un fokontaniste 111
- Blancs sur noir, noir sur blanc: des "étrangers",
un groupe de missionnaires européens en Afrique . . . 112
- Le Mans (France): dix ans de mission ouvrière. . Noël Barré 113
- Aux Philippines: Face à la Loi Martiale... Bengno A. Mayo 115
- Promotion de la justice sociale: le prix à payer, intervention
du P. Général, Pedro Arrupe. . . 117
- "Jésuite aujourd'hui" (document) . . . 117
- La pauvreté religieuse dans le monde d'aujourd'hui
F. Larivière 118
- La "pauvreté" du religieux aujourd'hui (document) . . . 118
- Injustice et athéisme . . . William F. Ryan 120

Chroniques

- Théâtre: Voyage triste et farandole légère G.-H. d'Auteuil 123
- Cinéma: Des films et... de quelques autres faits... Yves Lever 124
- Les livres: . . . René Dionne 126

Relations est une publication des Editions Bellarmin.
Prix de l'abonnement: \$8 par année. Le numéro: 75c

Relations est membre de l'Audit Bureau of Cir-
culations. Ses articles sont répertoriés dans le
Répertoire analytique d'articles de revue du Qué-
bec (RADAR) de la Bibliothèque nationale du
Québec, dans l'Index analytique de périodiques de
langue française (PERIODEX), dans le *Canadian
Periodical Index*, publication de l'Association ca-
nadienne des Bibliothèques, et dans le *Répertoire
canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothè-
que nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no 0143.



Nouveautés

BIBLIOGRAPHY ON THE SEMANTICS OF HUMAN LANGUAGE

par Thomas R. Hofmann
15 x 23 cm, 120 pages. Prix: \$4.50

COLLOQUES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

no 1: Les forces vives du développement
15 x 23 cm, 72 pages. Prix: \$2.25

no 2: L'expert international
son rôle, sa sélection, sa formation
15 x 23 cm, 92 pages. Prix: \$3.00

no 3: L'action dialectique de la recherche
sur les études en développement international
15 x 23 cm, 104 pages. Prix \$3.75

En vente chez votre libraire et aux

Editions de l'Université d'Ottawa

65, avenue Hasteley,
Ottawa, Ontario, Canada,
K1N 6N5

Éducation et société

Revue d'animation

Aux éducateurs, parents et maîtres, la revue
offre des dossiers sur les grandes questions
de l'heure en éducation.

Paraît huit fois par année: février, mars,
avril, mai, septembre, octobre, novembre et
décembre.

Dossiers parus depuis septembre 1974:

- L'école des adultes
- Les organismes familiaux
- L'action pour la famille
- La dimension religieuse dans l'ensei-
gnement
- De 0 à 4 ans
- Formation des maîtres

Dossiers d'avril et de mai:

- L'année de la femme
- Le Bill 65, trois ans après

L'abonnement: \$5

Le numéro: \$0.65

ÉDUCATION ET SOCIÉTÉ

8100, boulevard Saint-Laurent
Montréal H2P 2L9 Tél.: 387-2541

ÉVANGÉLISATION et PROMOTION DE LA JUSTICE

échos de la Congrégation
générale des jésuites
(décembre 1974 - mars 1975)

236 participants, 48 pays, 5 langues officielles sans compter le latin...: une assemblée située quelque part entre une nouvelle Babel et une nouvelle Pentecôte, reflétant assez bien la diversité de l'Eglise et ses tensions en même temps que ses aspirations à un service renouvelé du monde d'aujourd'hui.

Pour l'annonce de l'évangile à un monde qui a "faim et soif de justice"

Les exigences de l'évangélisation du monde contemporain ont été mises en lumière lors de la préparation du synode des évêques de 1974 et tout au long de son déroulement. C'est alors dans une perspective plus explicite d'évangélisation que les évêques ont été amenés à réaffirmer et à déployer certaines intuitions et orientations du précédent synode, celui de 1971, sur la justice dans le monde (1). Il n'est pas d'annonce de Jésus-Christ et de son évangile qui soit authentique et audible par l'homme d'aujourd'hui sans engagement pour la promotion de la justice.

Il y a souvent loin, malheureusement, de la parole aux actes. Ce que l'Eglise commence d'affirmer plus nettement dans ses textes officiels, après que

certains de ses membres en aient peu à peu pris conscience à même leur vie, il faut que chacun et chaque groupe dans l'Eglise se l'approprient dans un commun effort pour renouveler le service ecclésial des hommes et des femmes de notre temps. C'est surtout à cette fin qu'une Congrégation générale (— un chapitre général: les jésuites n'appellent jamais rien comme les autres!) des jésuites fut convoquée, en décembre 1974. Echanges, débats et options y ont été commandés par les interrogations neuves concernant les exigences de l'évangélisation. A ce titre, ils peuvent intéresser un public plus large que celui, restreint, malgré ses 29,000 membres dispersés de par le monde, de la seule Compagnie de Jésus. C'est pourquoi nous avons cru opportun de présenter aux lecteurs de RELATIONS certains échos de cette congrégation générale.

Des défis nouveaux

Avec les hommes et les femmes de notre temps, nous avons cherché à prendre plus vive et plus lucide conscience des défis nouveaux qui nous sont lancés. Non sans quelques hésitations parfois: comme les autres corps apostoliques, la Compagnie de Jésus a conservé un peu partout un réseau institutionnel relativement imposant, notamment dans le champ de l'éducation... et cela ne fut pas sans "peser"

sur les délibérations. Non sans tensions non plus: les situations sont tellement différentes, d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un "milieu" à l'autre, que les problématiques communes et les options ne peuvent se formuler souvent qu'après bien des détours.

Mais ce qui fit pour une part la difficulté des débats fit en même temps la richesse des échanges. La diversité des arrière-plans socio-culturels et des engagements, quand elle réussit à s'articuler dans une certaine cohérence nécessaire à la concertation des efforts, devient pour chacun provocation à une réflexion nouvelle et incitation à des actions plus audacieuses. Analyses et témoignages, à cet égard, furent sans doute plus riches que ce que les déclarations finales ont pu conserver. C'est pourquoi, dans les pages qui suivent, la large part est donnée à ces analyses et à ces témoignages auxquels certains textes de l'assemblée elle-même ont parfois donné une sorte de sanction officielle.

Interrogations et espoirs

Les préoccupations sous-jacentes aux textes qui suivent débordent largement les horizons "jésuites" pour rejoindre celles de combien de lecteurs de RELATIONS. Nous n'avons cependant pas voulu supprimer les étiquettes jésuites qui disent souvent les enracinements de ce qui est dit. Peut-on taire "le lieu d'où l'on parle" sans risquer d'induire à d'abusives et trompeuses universalisations? De là où nous sommes, nous voulons simplement partager avec vous interrogations et espoirs dans ce combat qui est notre combat commun avec le Christ pour un monde plus juste, libéré.

Le secrétaire de la rédaction.

(1) Au sujet de ces deux synodes, voir les analyses et commentaires déjà publiés dans RELATIONS 363 (septembre 1971) et 392, 394, 399 (avril, juin et décembre 1974).

ÉVANGÉLISATION ET PROMOTION DE LA JUSTICE *

Si nous voulons prendre au sérieux la mission qui est la nôtre, il nous faut, comme Ignace et ses compagnons le firent en leur temps, considérer notre monde et nous laisser interpellé par le Christ qui meurt et qui ressuscite aujourd'hui dans les angoisses et dans les aspirations des hommes et des femmes de notre temps.

Dans notre monde, des millions d'hommes et de femmes, qui ont nom et visage, souffrent de la pauvreté et de la faim, du déséquilibre des échanges commerciaux internationaux, des conséquences de la discrimination raciale, etc. Partout, la vie de l'homme et sa qualité proprement humaine sont quotidiennement menacées. Malgré les possibilités ouvertes par la technique, il devient de plus en plus clair que **l'homme n'est pas prêt à payer le prix d'une société plus juste, plus humaine.**

Chacun le sent au moins confusément, il y va ici du sens même de l'homme et de sa destinée, de son avenir. Les hommes

et les femmes de notre temps n'ont pas faim que de pain, mais aussi de la Parole de Dieu (Dt 8, 3; Mt 4, 4). C'est pourquoi l'évangile doit être annoncé avec une vigueur nouvelle, et pouvoir être entendu. A première vue, Dieu peut sembler absent de la vie publique et même de la conscience des hommes. Partout, cependant, si nous savons être attentifs, nous verrons que les hommes aspirent à rencontrer Jésus-Christ et à connaître son Règne d'amour, de justice et de paix dans de signifiantes anticipations. Aussi, pendant que ceux qui travaillent à la transformation du monde s'interrogent sur l'homme et sur le sens de son aventure, les hommes religieux se tournent pour leur part plus résolument vers les tâches urgentes de l'édification d'un monde plus juste.

De ces attentes et de cette convergence, les deux derniers synodes des évêques nous ont apporté le net écho en traitant de **la Justice dans le monde** et de **l'Évangélisation du monde contemporain**. Par eux, les attentes de notre monde nous indiquent les voies concrètes de notre témoignage et de notre mission aujourd'hui.

Ces problèmes et ces attentes de notre monde sont les nôtres.

D'une part, nous avons part nous-mêmes à l'aveuglement et à l'injustice de notre monde; **nous avons nous-mêmes besoin d'être évangélisés**, de rencontrer le Christ agissant aujourd'hui dans notre monde avec la puissance de son Esprit. D'autre part, c'est à ce monde, notre monde, que nous sommes envoyés: **ses besoins et ses aspirations sont un appel à l'évangile que nous avons mission d'annoncer.**

Nouveaux défis

Un premier fait caractérise le monde que nous avons mission d'évangéliser: **partout, dans des situations très diverses, nous devons annoncer Jésus-Christ à des hommes et à des femmes qui, à vrai dire, n'en ont jamais entendu parler.** (a) Il y avait autrefois ce que nous appelions les "terres de mission", où certains de nos compagnons s'efforçaient de collaborer, par leur annonce de l'évangile, à la création ou à l'accroissement de communautés chrétiennes nouvelles. Ce travail d'évangélisation directe par l'annonce de Jésus-Christ demeure essentiel; il doit être poursuivi dans un dialogue plus poussé avec les croyants d'autres religions. (b) Dans les con-

* Extraits d'un document de travail de la 32e Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, intitulé *Notre mission aujourd'hui*, Rome, 18 février 1975.

trées traditionnellement chrétiennes, nos oeuvres et nos mouvements, nos maisons de retraite, nos écoles et nos collèges continuent à assurer un nécessaire service de la foi. Bien des hommes et des femmes de ces pays ne peuvent cependant plus être rejoints par le ministère de la Parole exercé dans ces oeuvres et dans ces institutions. Les pays dits "chrétiens" sont eux-mêmes devenus "terres de mission".

Autre fait décisif pour notre annonce de Jésus-Christ et de son évangile: **les possibilités technologiques nouvelles et les découvertes des sciences humaines** - histoire, psychologie, sociologie. En relativisant de façon souvent radicale la vision de l'homme et du monde à laquelle nous étions habitués, ces découvertes nous ont fait entrer dans "l'ère du soupçon". Parallèlement, capable désormais de grandes réalisations, l'homme entend choisir et faire son avenir. Cette mutation culturelle et socio-structurelle n'est pas sans avoir des répercussions considérables sur la vie personnelle de chacun en même temps que sur la vie collective et ses aménagements. Partout, de nouvelles structures économiques, sociales et politiques sont implantées. Partout, également, les échelles de valeurs traditionnelles et les symboliques familières se sont peu à peu désintégrées avec l'éclosion de nouvelles aspirations qui cherchent à s'articuler en projets, en programmes, en réalisations concrètes. L'homme veut construire lui-même le monde qu'il rêve d'habiter.

La sécularisation de l'homme et du monde prend, selon les groupes et les classes, les âges, les régions, des formes diverses. Partout, cependant, elle po-

se à l'évangélisation des défis nouveaux, inédits. (a) D'une part, certaines images de Dieu, cautionnant et légitimant la permanence de structures injustes, ne sont plus tolérables. Plus profondément, certaines images de Dieu, enlevant à l'homme ses responsabilités propres, ne sont plus acceptables. Cela, nous le sentons nous-mêmes avec nos contemporains. Et nous le sentons peut-être plus que d'autres, précisément parce que nous voulons annoncer le Dieu révélé en Jésus-Christ. Pour nous-mêmes tout autant que pour les autres, il nous faut donc trouver un nouveau langage, une nouvelle symbolique qui nous permettra de rencontrer nous-mêmes et d'aider les autres à rencontrer, par delà les idoles détruites, le vrai Dieu; celui qui, en Jésus-Christ, a choisi de prendre part à l'aventure humaine et de se lier irrévocablement au destin de l'homme. La mémoire vivante de Jésus exige cette fidélité créatrice. (b) D'autre part, certaines structures d'évangélisation, perçues comme liées à un ordre social répudié, sont dans les faits mises en question. Nos oeuvres apostoliques et nos institutions participent souvent, avec toutes les institutions ecclésiales, à ce que l'on peut appeler la crise des institutions et des médiations. Cela aussi, nous le vivons avec nos contemporains, et de façon particulièrement douloureuse. La pertinence de nos engagements religieux, sacerdotaux et apostoliques, en bien des cas, n'est pas perçue par les hommes et les femmes qui nous entourent. Malgré la fermeté de notre foi et de nos convictions, il arrive que cette pertinence ne soit pas claire à nos propres yeux. De là certains malaises; de là aussi, peut-être, certains silences, certaines retraites. Certains signes de renouveau religieux de notre temps devraient toutefois raffer-

mir nos engagements et nous ouvrir des voies d'évangélisation nouvelles.

Il est, enfin, une autre convergence significative et particulièrement importante pour notre mission d'évangélisation: **l'homme peut aujourd'hui faire le monde plus juste, mais il s'y refuse.** La nouvelle maîtrise de l'homme sur le monde et sur l'homme lui-même, en effet, sert souvent plus l'exploitation des individus, des collectivités et des peuples que le partage équitable des ressources de la planète; plus la rupture et les divisions que la communion et la communication; plus l'oppression et la domination que le respect des droits individuels et collectifs dans une plus réelle fraternité entre les hommes. Ces inégalités et ces injustices ne peuvent plus être perçues comme le résultat de quelque fatalité "naturelle"; elles apparaissent nettement comme l'oeuvre de l'homme et de ses égoïsmes. **Il n'est dès lors plus d'annonce de Jésus-Christ et de proclamation de son évangile qui soient possibles sans un engagement résolu pour la promotion de la justice. Par ailleurs, il n'est pas de promotion intégrale et proprement chrétienne de la justice sans une annonce de Jésus-Christ et de son oeuvre de réconciliation.** Pour nous, c'est Jésus-Christ qui, finalement, oeuvre à cette libération totale et définitive à laquelle l'homme aspire au plus profond de lui-même.

Les enjeux

De toutes les régions du monde où oeuvrent des jésuites, les requêtes se sont faites particulièrement convergentes et insistantes pour demander que, dans

une option claire de la Congrégation générale, la Compagnie s'engage résolument **au service de la promotion de la justice**. Ce que nous voulons faire ici clairement. Cette option, en effet, nous la considérons comme fondamentale, particulièrement aujourd'hui, **en fonction de notre mission d'évangélisation**. "Qui n'aime pas son frère, nous dit saint Jean, ne connaît pas Dieu" (1 Jn 4, 8); "qui ne vient pas en aide à son frère dans le besoin s'exclut de l'amour de Dieu" (1 Jn 3, 17). Il n'est donc pas de véritable connaissance ou reconnaissance de Dieu qui n'inclue l'amour de l'homme qui en est l'image et, par conséquent, la défense et la promotion effective de sa dignité et de ses droits (cf. Mt 22, 28-40; Jc 2, 14-16). **Nous ne pouvons prêcher l'évangile sans nous convertir nous mêmes pour en mieux vivre les exigences.**

Il y va de la **perfinence et de l'efficacité de toutes nos tâches apostoliques**, notamment de celles qui sont liées à la mission que nous avons reçue de lutter contre l'athéisme. L'injustice qui sévit dans notre monde sous diverses formes, en niant la dignité et les droits de l'homme image de Dieu et frère du Christ (cf. *Gaudium et Spes*, nn. 22, 24, 29, 38, 93), constitue un athéisme pratique et une négation de Dieu. L'adoration de Mammon - de l'argent, du progrès, du prestige, du pouvoir - a pour fruit ce péché de l'injustice institutionnalisée que le synode de 1971 a dénoncé; il conduit à l'esclavage - même de l'oppresseur - et à la mort.

Il y va aussi de l'**authenticité de notre annonce de Jésus-Christ qui doit être accompagnée des "signes de la puissance de l'Esprit"** (cf. Lc 4, 14, 18). Alors que

plusieurs cherchent aujourd'hui à aménager le monde sans Dieu et y travaillent de façon résolue, nous devons manifester clairement que l'espérance chrétienne n'a rien d'un opium démobilisateur, mais qu'elle nous pousse au contraire à un engagement ferme et réaliste pour **faire notre monde autre** et, par là, **signe de l'autre monde**, signe et gage déjà d'"une terre nouvelle sous des cieux nouveaux" (Ap 21, 1). Cela aussi, le dernier synode l'a rappelé avec vigueur: "l'évangile que l'on nous a confié est pour tout l'homme et pour toute la société la bonne nouvelle du salut qu'il faut commencer et manifester dès à présent sur la terre", bien que "la pleine libération... n'atteindra sa plénitude qu'au-delà des frontières de la vie présente". (*Déclaration finale du Synode 1974*, n. 12). **La promotion de la justice est partie intégrante et essentielle de l'évangélisation.**

Il y va, enfin, de la **crédibilité de notre prédication de Jésus-Christ et de son évangile**. Nous ne serons pas pris au sérieux si nous ne sommes pas engagés au service de l'homme... Nous sommes les témoins d'un évangile qui lie indissolublement l'amour de Dieu et le service de l'homme. Dans un monde où l'on connaît maintenant la force des structures sociales, économiques et politiques, où l'on connaît aussi leurs mécanismes et leurs lois, le service évangélique du prochain passe par l'action compétente, concertée et organisée sur ces structures; il s'agit, en aidant à les transformer, de rendre la vie plus humaine sur une terre plus fraternelle où Dieu puisse venir rencontrer l'homme. La charité chrétienne doit, aujourd'hui comme hier, avoir souci du prochain auquel Jésus s'est identifié; mais elle doit aussi emprunter désormais les

voies du service compétent et organisé pour la promotion de la justice et pour la libération de l'homme jusque sur le plan collectif et structurel (cf. Paul VI, *Octogesima Adveniens*, n. 51).

L'homme et les structures

Pour la plus grande gloire de Dieu et pour le salut des hommes, Ignace voulait que ses compagnons aillent là où un bien plus universel est espéré, là où se trouvent ceux qui, délaissés, sont dans un plus grand besoin (*Constitutions S.J.*, n. 622). Mais où se trouve aujourd'hui le plus grand besoin? Où se trouve l'espoir d'un bien plus universel?

Les structures sociales, - on en prend de jour en jour plus vive conscience, - façonnent le monde et l'homme lui-même, jusque dans ses idées et ses sentiments, au plus intime de ses désirs et de ses aspirations. Travailler à la transformation de ces structures pour la libération tant spirituelle que matérielle de l'homme, c'est faire oeuvre d'évangélisation. Ce qui ne nous dispense toutefois pas de travailler directement auprès des personnes elles-mêmes, spécialement de celles qui ont davantage à souffrir de l'injustice et de l'inhumanité des structures.

Il nous faut bien reconnaître l'importance des structures sociales aujourd'hui et leur influence souvent déterminante tant dans l'ordre socio-économique et politique que sur le plan culturel et proprement spirituel.

La perspective ainsi ouverte permet de réconcilier le souci du bien plus universel avec la volonté de servir les plus grandes détresses, en vue d'une annonce

de l'évangile qui soit audible parce qu'accompagnée du témoignage d'un engagement effectif pour la promotion de la justice et pour l'anticipation du Royaume à venir.

Engagement, service et solidarité

Notre engagement pour la promotion de la justice, dans la solidarité avec les sans-voix et les sans-pouvoir, exigé par notre foi en Jésus-Christ et par notre mission d'annoncer son évangile, nous amènera à nous informer sérieusement sur les difficiles problèmes qu'ils ont à vivre, puis à reconnaître et à assumer les responsabilités qui sont les nôtres dans l'ordre social. Nos communautés devraient aider chacun à vaincre ses résistances, peurs et apathies afin de pouvoir vraiment comprendre les problèmes sociaux, économiques et politiques qui se posent dans sa localité, dans sa région, dans son pays ainsi que sur le plan international. Cette conscientisation permettra à chacun de voir comment il doit aujourd'hui annoncer l'évangile et participer, de façon spécifique et sans chercher à supplanter d'autres compétences, aux luttes requises pour une promotion réelle de la justice.

Rien ne saurait dispenser, dans chaque cas, d'une analyse - la plus rigoureuse possible - de la situation du point de vue social et politique, puis d'un discernement spirituel lui aussi rigoureux du point de vue pastoral et apostolique. De là jailliront des engagements dont l'expérience elle-même nous apprendra comment les pousser plus avant.

Cette option nous amènera à réviser nos solidarités et nos préférences apostoliques. La pro-

motion de la justice ne constitue pas seulement, pour nous, un champ apostolique parmi d'autres, celui de l'apostolat social; elle doit être un souci constant de toute notre vie et constituer une dimension de toutes nos tâches apostoliques. De même, la solidarité avec les hommes et les femmes qui mènent une vie simple et sont collectivement opprimés ne peut être le fait de quelques jésuites seulement, jugés par surcroît aventureux! Cette solidarité doit marquer notre vie à tous, tant sur le plan personnel que sur le plan communautaire et même institutionnel. Des réajustements seront nécessaires dans nos modes et nos styles de vie, afin que la pauvreté que nous avons vouée nous identifie quelque peu au Christ pauvre qui s'est lui-même identifié aux plus démunis (cf. Mt 25, 35-45; cf. aussi *Exercices spirituels*, nn. 90, 147, 167). Des révisions et des options seront aussi nécessaires au niveau de nos insertions institutionnelles et de nos activités apostoliques.

Nos origines souvent, puis nos études et nos appartenances, soyons-en conscients, nous "protègent" de la pauvreté et même de la vie simple et de ses soucis quotidiens. Nous avons accès à certains savoirs et à certains pouvoirs, ce que la plupart n'ont pas. Il faudra qu'un plus grand nombre parmi nous aillent partager de plus près la vie quotidienne des familles de revenus modestes, de ceux-là qui dans tous les pays constituent la majorité souvent pauvre et opprimée. Il faudra que chacun fasse au moins pendant quelque temps l'expérience de cette vie partagée avec les gens modestes, comme Ignace y obligeait ses théologiens de Trente. Il faudra que, grâce à la solidarité qui nous rattache tous au même corps de la Compagnie, nous soyons tous sensi-

bilisés, par ceux des nôtres qui les vivent de plus près, aux difficultés et aux aspirations des plus démunis. Nous apprendrons ainsi à faire nôtres leurs soucis et leurs préoccupations, leurs rêves et leurs désirs.

C'est à ce prix que notre solidarité proclamée pourra peu à peu devenir réelle. Avec le temps des longues années d'un patient apprentissage. C'est à ce prix, également, que notre service des plus pauvres pourra devenir peu à peu réel. En cheminant patiemment et humblement avec eux, nous apprendrons quelle aide nous pouvons leur apporter après avoir accepté celle qu'ils nous auront offerte. Sans ces lents cheminements, notre action pour les pauvres et les opprimés serait condamnée à un paternalisme aliénant et asservissant: le mode de nos interventions contredirait nos intentions et empêcherait ceux que nous voulons aider de faire entendre leurs aspirations et de se donner les instruments d'une prise en charge effective de leur destin personnel et collectif. Par un service plus humble, nous aurons chance de les amener à découvrir, au coeur de leurs difficultés et de leurs luttes, Jésus-Christ vivant et agissant par la puissance de son Esprit. Nous pourrions alors leur annoncer le Dieu Père qui se réconcilie l'humanité en l'établissant dans la communion d'une vraie fraternité.

Notre mission aujourd'hui n'est pas tant d'apporter le Christ au monde que d'y trouver le Christ chez ceux-là qui sont tournés vers Dieu comme chez ceux qui semblent l'avoir perdu, surtout chez les pauvres qui espèrent sa libération, chez ceux qui ont "faim et soif de justice". Et, l'ayant trouvé, de nous engager à sa suite comme compagnons.

Notre mission aujourd'hui: QUELQUES PRÉREQUIS*

● Une insertion plus résolue dans le monde

Nous sommes trop souvent protégés du contact réel avec la non-croyance et avec les conséquences concrètes et quotidiennes de l'injustice et de l'oppression. Nous risquons alors de ne pas pouvoir entendre l'interpellation évangélique qui nous est adressée par les hommes et les femmes de notre temps. Notre insertion plus résolue dans le monde sera donc le test décisif de notre foi, de notre espérance et de notre charité apostolique. Sommes-nous prêts, avec discernement et grâce au support de communautés apostoliques vivantes, à être des témoins de l'évangile dans des situations non protégées, où notre foi et notre espérance seront mises à l'épreuve de l'incroyance et de l'injustice? Une telle insertion est nécessaire si nous voulons partager notre foi et notre espérance, et annoncer ainsi un évangile qui rencontre les attentes et les aspirations de nos contemporains. Cette insertion apostolique prend déjà des for-

mes diverses, selon les régions. Elle demeure et doit demeurer orientée vers l'acculturation partout nécessaire - selon la diversité des nations, des groupes ou des classes, des milieux - à la proclamation de l'évangile et à l'accueil de Jésus-Christ.

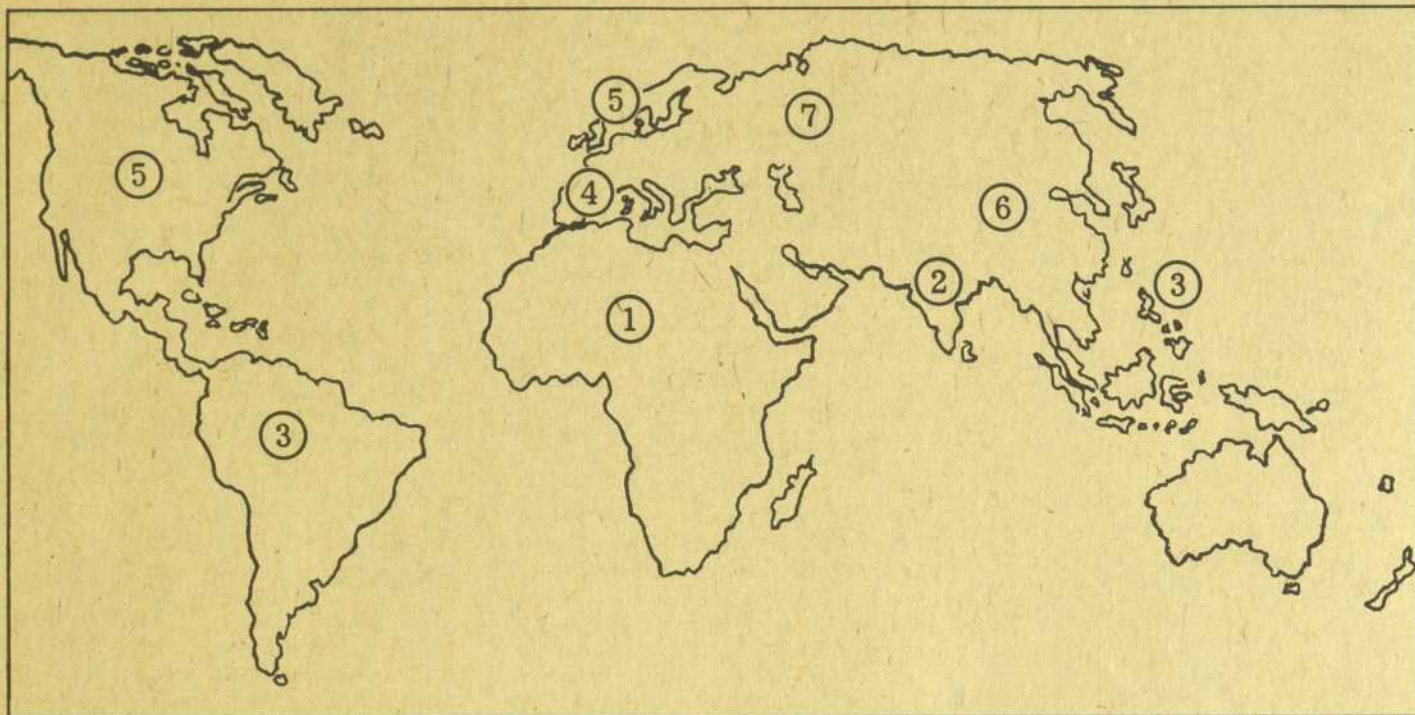
● Une collaboration plus étroite avec les autres

Cette insertion sera apostolique dans la mesure où elle nous conduira à une plus étroite collaboration avec les autres membres des Eglises locales, avec les chrétiens d'autres confessions et avec les croyants d'autres religions, avec tous ceux qui ont "faim et soif de justice" et qui veulent faire de notre monde une terre des hommes où la fraternité ouvre à la reconnaissance de Jésus-Christ et à l'accueil de Dieu notre Père. L'oecuménisme deviendra alors pour nous un esprit et comme une manière d'être, de penser et d'agir, plus qu'un ministère particulier. Cet oecuménisme élargi aux dimensions du monde est aujourd'hui nécessaire à une proclamation et à un accueil de l'évangile qui tienne compte des différences culturelles et qui valorise les traditions spirituelles et les aspirations de tous les groupes et de tous les peuples.

● Solidarité, concertation et disponibilité apostolique

La dispersion apostolique rendue nécessaire par les exigences actuelles de l'évangélisation fait appel à une solidarité nouvelle et affermie dans notre commune appartenance à la Compagnie. D'où l'importance de la **communauté apostolique...** en tant que lieu du discernement et de la concertation. La Compagnie entière est elle-même corps et communauté apostolique: c'est à ce niveau que sont élaborées et décidées les grandes options et orientations dont chacun doit se sentir solidairement responsable. Cela fait appel, de la part de tous, à une **grande disponibilité** et à une **réelle mobilité apostolique au service de la mission universelle de l'Eglise...** Même lorsque cela doit troubler nos habitudes et notre quiétude dans des horizons moins universels. L'interdépendance étroite des hommes dans la société d'aujourd'hui, au niveau des mentalités et des aspirations même religieuses, tout autant qu'à celui des structures, rend cette concertation des efforts indispensable si nous voulons être vraiment fidèles à notre mission d'évangélisation... sous la direction du successeur de Pierre, responsable de l'Eglise universelle avec ceux que l'Esprit a placés à la tête des Eglises.

* Extraits d'un document de travail de la 32e Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, intitulé *Notre mission aujourd'hui*, Rome, 18 février 1975.



CARTOGRAPHIE DE L'INJUSTICE DANS LE MONDE

par Francisco Ivern*

Plutôt que de tenter de décrire les principales formes de l'injustice dans le monde — ce qu'on m'avait demandé de faire — ou de dresser la liste des groupes qui en sont surtout victimes — ce que le synode de 1971 a fait pour une part en parlant des "injustices sans voix" —, je préfère présenter schématiquement diverses situations d'injustice qui exigent de notre part des interventions et des actions elles-mêmes diverses. Faut-il rappeler que les situations que je décrirai ici ne sont pas statiques? Pays et continents sont en constante évolution. Très rapidement parfois, cette évolution amène le témoignage évangélique que nous devons rendre, — de nouveaux enjeux apparaissant, — à prendre formes et expressions nouvelles.

TYPE 1: AFRIQUE

Dans certains pays, la très grande majorité de la population, opprimée, vit dans une situation socio-économique nettement injuste. Les causes de cette situation sont à la fois intérieures aux pays concernés et extérieures, c'est-à-dire de caractère international. Les requêtes pour une plus grande justice portent sur l'obtention des ressources nécessaires pour simplement subsister. Souvent, ces pays n'ont acquis que récemment leur indépendance politique. Un nationalisme vigoureux occulte alors parfois injustices et inégalités et rend supportables des régimes dictatoriaux ou du moins très autoritaires. Le désir d'une plus grande participation à l'orientation de la vie collective n'y est souvent pas très fortement ressenti encore et, en tout cas, ne s'y exprime guère.

L'Eglise constitue en certains de ces pays une force réelle. En d'autres, elle ne regroupe qu'une petite minorité. Quoiqu'il en soit, l'Eglise y porte généralement la marque très nette de ses origines étrangères, ce qui diminue

l'impact possible de son action en faveur d'un changement social, économique et politique tant soit peu radical.

Telle est la situation, par exemple, des pays de l'Afrique de l'Ouest, spécialement dans la région qui se trouve au sud du Sahara.

L'action sociale des Jésuites, dans ces pays, est fortement axée sur le développement socio-économique. L'approche des problèmes sociaux et économiques est une approche que l'on pourrait qualifier de "pré-justice". Pour favoriser le développement socio-économique, spécialement dans les régions rurales, bon nombre de jésuites travaillent à la formation de leaders et de cadres compétents. Pour une large part, ce travail est encore dirigé par des missionnaires étrangers, dont la liberté d'action sur le plan proprement social est forcément limitée. Je pourrais évoquer ici les centres d'étude et de formation de la Côte-d'Ivoire (INADDES) et du Zaïre (CEPAS), le Silveira House de la Rhodésie, certains centres de Madagascar et du Tchad. Dans l'ensemble, l'Afrique me paraît être le continent où les jésuites travaillent davantage parmi et avec les pauvres.

* Directeur du secrétariat international de l'Apostolat Social de la Compagnie de Jésus, Rome.

TYPE 2: INDE

Il est aussi d'autres pays où la très grande majorité de la population, opprimée, vit dans une situation socio-économique profondément injuste. Là encore, les causes de cette situation sont à la fois internes et externes ou de caractère international. Le nationalisme de l'immédiate post-indépendance y a cependant perdu sa force d'intégration sociale. Dans ces pays les masses deviennent de plus en plus conscientes des injustices internes, des inégalités, de la corruption des pouvoirs et des administrations. Les requêtes portent encore sur les biens nécessaires à la subsistance, mais croît aussi l'aspiration à une plus réelle égalité et à une plus large participation aux décisions concernant l'aménagement de la vie collective. Cette aspiration peut être exprimée assez librement.

Malgré qu'elle soit tout à fait minoritaire, l'Eglise jouit souvent dans ces pays d'une réelle autorité et d'un certain prestige, à cause notamment de ses institutions d'enseignement. Largement autochtone aujourd'hui, elle demeure considérée par plusieurs comme étrangère, ce qui limite son influence au service du changement social.

Telle est la situation assez générale qui prévaut par exemple, en Inde.

La principale contribution des jésuites, sur le plan social, se situe au niveau de la formation de cadres et de leaders en vue du développement socio-économique. Les plus jeunes, cependant, sont maintenant très critiques à cet égard; abandonnant la ligne du développement socio-économique souvent soutenue grâce à des fonds étrangers, ils axent plus résolument leur travail sur la conscientisation et la formation en vue de l'instauration d'une plus grande justice sur le plan national. L'institut social de l'Inde est le principal centre d'étude et de formation sociale dirigée par des jésuites; il existe cependant d'autres centres pour la formation de cadres, de gérants, d'"officiers de travail", d'animateurs syndicaux, etc., dont certains sont rattachés à des institutions d'enseignement. La coordination est assurée sur le plan national, par des "coordonnateurs" dont la tâche principale est la promotion de la justice; grâce aussi à un secrétariat national pour l'action sociale: JESEDES INDIA. Les grandes institutions d'enseignement de la Compagnie en Inde demeurent quelque peu élitistes; une conscience sociale s'y affermit toutefois depuis quelques années et de grands efforts ont été faits pour donner

à ces institutions une orientation plus ferme dans le sens de la justice.

TYPE 3: AMÉRIQUE LATINE et PHILIPPINES

En d'autres pays, la grande majorité de la population vit également dans une situation de pauvreté et d'oppression — sur le plan socio-économique et aussi sur le plan politique —, alors qu'une petite minorité jouit d'un très haut standard de vie. Les causes de cet injuste écart sont, pour une part, internes, mais elles sont largement de nature internationale. Le développement a atteint un certain niveau dans ces pays — un niveau certes supérieur à celui des pays et régions dont il a été question plus haut. La pauvreté des masses demeure réelle, mais les aspirations pour une plus grande liberté et une plus large participation au devenir collectif y sont néanmoins plus vives. Et ces aspirations s'y expriment plus fermement, même si, dans certains de ces pays, des dictatures civiles ou militaires limitent la liberté d'expression.

L'Eglise, à laquelle appartient la majorité de la population, jouit encore dans ces pays d'une autorité morale respectée; il arrive qu'elle soit la seule voix qui puisse faire entendre certaines aspirations. D'où la grande responsabilité qui lui incombe pour la promotion de la justice, malgré les risques impliqués et les sacrifices éventuellement exigés.

La situation décrite ici est notamment celle de la plupart des pays de l'Amérique latine et des Philippines.

Douze CIAS (centres d'étude et d'action sociale) constituent l'épine dorsale de l'action sociale des jésuites en Amérique latine. Le travail axé sur le développement — le *desarrollismo* — y est regardé avec suspicion. L'approche est nettement structurelle et vise la justice internationale. Les causes structurelles et internationales de l'injustice qui sévit en Amérique latine sont dénoncées: domination étrangère ou impérialisme, néo-colonialisme. Le but: la libération de l'homme. C'est en Amérique latine qu'est née et que s'est articulée la théologie de la libération. Le type d'analyse marxiste exerce une grande attraction, surtout chez les jeunes jésuites. La séduction première semble toutefois faire place peu à peu à une attitude plus critique face aux théories et aux modèles socialistes d'inspiration strictement marxiste; à un plus grand réalisme aussi, concernant la possibilité de changements immédiats et radicaux. Après une période

caractérisée par une vigoureuse critique sociale, quelques CIAS adoptent une approche plus positive et plus engagée pour la promotion effective de la justice. S'instaure peu à peu une collaboration plus rigoureuse avec d'autres secteurs de l'activité des jésuites: éducation, *promoción campesina*, recherche théologique. La conscience sociale qui s'affermi peu à peu dans les institutions d'enseignement dirigées par les jésuites n'est pas encore toujours visible et effective, mais l'image — que ces institutions ont entretenue — d'une Compagnie puissante et prestigieuse est en voie de rapide transformation en certains endroits.

TYPE 4: EUROPE sud-ouest: ESPAGNE et ITALIE

Le confort relatif dont jouit, en d'autres pays, la majorité de la population ne doit pas donner le change: bien des gens y vivent encore dans une pauvreté réelle. Les causes de ces inégalités sont surtout intérieures aux pays concernés: les structures socio-économiques font que les résultats du développement sont intégralement distribués et que, finalement, ce sont les pauvres qui en profitent le moins. Dans certains de ces pays, la liberté civile rend possible l'expression des aspirations et revendications; dans d'autres, cette liberté d'expression est limitée par les pouvoirs politiques.

Ces pays sont majoritairement chrétiens; la majorité de la population est souvent catholique.

Ainsi en est-il, par exemple, des pays plus pauvres de l'Europe de l'Ouest, comme l'Espagne et, à un moindre degré, l'Italie.

Je me limiterai ici à l'Espagne. L'engagement des jésuites sur le plan social se situe principalement au niveau de la formation de cadres; quelques-uns travaillent plus directement à la promotion de la justice sur le plan national. Les jésuites d'Espagne ont longtemps été associés, dans les faits et assez étroitement, au gouvernement et au *statu quo*. Depuis quelque temps, leur engagement pour la promotion de la justice est plus net, de même qu'est plus ferme leur solidarité et plus étroite leur collaboration avec les pauvres et, en général, la classe des travailleurs: écoles techniques et industrielles (existant depuis plusieurs années déjà), paroisses ouvrières et *stationes obrero* (— mission ouvrière). FOMENTO SOCIAL, à Madrid, travaille dans une perspective très nette de pro-

motion de la justice; le travail d'autres centres, pour la formation de cadres, de gérants, etc., a une orientation moins nettement définie et plus ambiguë. Dans l'ensemble, la Compagnie n'offre pas en Espagne un front uni; son image dominante n'est pas celle d'un corps engagé pour la promotion de la justice. Les institutions d'enseignement élitistes contribuent à la permanence de cette image; certains engagements sociaux commencent toutefois à la "ternir", au prix de la perte d'anciens amis et d'une baisse de prestige.

TYPE 5: USA - EUROPE du centre-nord

Même dans les pays où la majorité de la population connaît le confort, et une minorité, la grande abondance, on trouve de grandes "poches de pauvreté". Certains groupes y sont victimes de diverses formes d'oppression: socio-économique, culturelle, ethnique ou raciale. Les causes de ces injustices sont surtout internes. Elles ont cependant une dimension nettement internationale: la population de ces pays doit une large part de son bien-être à la domination économique et parfois politique exercée sur des pays plus pauvres. En ces pays, la majorité de la population est chrétienne, souvent catholique.

Tel est le cas aux *Etats-Unis* et au *Canada*, ainsi que dans les *pays riches de l'Europe du nord et du centre*.

Aux USA, l'engagement social des jésuites est souvent commandé par une *approche de type "aide internationale"*; il est de plus en plus nettement axé sur la *promotion de la justice sur le plan national et sur le plan international*. Comme plusieurs de leurs concitoyens - des enquêtes récentes l'ont montré -, bon nombre de jésuites voient encore les problèmes de justice internationale et d'aide au développement en termes d'instruction, d'apprentissage de l'habileté technique et du *know how*, ainsi qu'en termes d'investissement de capital. Les plus jeunes, toutefois, sont de plus en plus conscients des responsabilités de leur pays dans les injustes inégalités à l'échelle internationale; conscients aussi des injustices et inégalités à l'intérieur de leur propre pays et dont un prolétariat urbain et rural, d'origine surtout étrangère, est victime. Divers programmes de conscientisation ont été mis en oeuvre. Une des institutions les plus prometteuses, tant sur le plan de la conscientisation que sur le plan de l'action compétente et efficace, est le *CENTER OF CONCERN*, une initiative jésuite de 1971.

Malgré quoi l'image de la Compagnie aux USA demeure celle créée par son grand réseau d'institutions d'enseignement. Ces institutions ne servent pas que les mieux nantis; elles ne servent cependant pas les plus pauvres non plus, malgré certaines réorientations récentes pour mettre plus nettement ces institutions au service de la promotion de la justice à la fois sur le plan national et au niveau international.

Dans les pays de l'Europe du centre et du nord, en tenant compte de certaines exceptions comme la Belgique et, à un degré moindre, la France, on peut dire que l'engagement social des jésuites est surtout caractérisé par une *approche "aide internationale"*; *l'attention portée à la justice nationale et internationale demeure faible*. Dans l'ensemble, la Compagnie y semble surtout préoccupée par les problèmes de sa crise interne et par certains questionnements de nature religieuse, parfois sociale également. Les problèmes du développement international sont généralement envisagés et analysés en termes socio-économiques, guère du point de vue d'une justice globale à promouvoir. A l'intérieur, le souci pour le sort du "quart-monde", c'est-à-dire le monde des travailleurs étrangers ou immigrants, commence à préoccuper la conscience de certains.

TYPES 6 et 7: CHINE et EUROPE DE L'EST

D'autres pays pourraient être rangés parmi ceux dont la majorité de la population vit encore dans la pauvreté. Dans certains de ces pays, cependant, les structures qui empêchaient le développement socio-économique des masses ont été profondément transformées et une plus équitable distribution des ressources - si maigres fussent-elles parfois - semble assez bien assurée. Ces pays connaissent par ailleurs l'oppression politique, culturelle et religieuse. L'Eglise n'y constitue qu'une très petite minorité, souvent persécutée ou du moins guère capable d'agir. Tel est le cas, notamment, de la *Chine*.

Ailleurs, grâce également à des transformations structurelles assez profondes, l'ensemble de la population voit sa subsistance assurée et peut même jouir en certains cas d'un bien-être et d'un confort relativement élevés. L'oppression politique, culturelle et religieuse qui y sévit, d'origine souvent intérieure aux pays concernés, tient aussi parfois à la domination politique et même économique de pays

plus puissants sur les plus faibles. Dans certains de ces pays, l'Eglise regroupe la majorité de la population; dans d'autres, une minorité seulement. La plupart du temps, l'Eglise y vit dans une situation d'oppression et parfois de persécution ouverte. Ces conditions sont celles, globalement, de la *Russie* et des *pays d'Europe de l'est*.

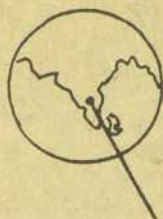
Les jésuites ne peuvent guère se livrer, dans ces pays, à l'action sociale directe; encore moins s'attaquer directement aux injustices existantes. Ils tentent toutefois d'apporter support et secours spirituels, aux prix souvent de grandes souffrances: quelques-uns ont même donné leur vie dans leur service de la foi. Dans certains pays d'Europe de l'est, en Pologne par exemple, un intérêt croissant s'affirme pour l'élaboration d'un nouvel humanisme et la formation d'un "homme nouveau". Leurs efforts rejoignent les préoccupations de plusieurs de leurs confrères d'Occident.

Cette rapide typologie "cartographique" est forcément simplificative et laisse tomber d'importantes nuances. Elle révèle cependant

a) que, malgré la qualité de l'engagement social de bien des individus et de certaines équipes, *la Compagnie comme corps est loin d'être engagée effectivement pour la promotion de la justice dans le monde*; que trop de jésuites sont encore inconscients des situations d'injustice dans lesquelles ils vivent et travaillent;

b) que *notre engagement commun pour la promotion de la justice*, même s'il devient effectif et s'il avait mêmes bases, mêmes motivations et mêmes critères fondamentaux de discernement, - ce qui n'est pas toujours le cas, - *devra prendre des formes différentes selon les circonstances et les situations diverses*: dénonciation ouvertes de l'injustice et des injustices, engagement actif pour la promotion de la justice au niveau national et au niveau international, travail de conscientisation et de sensibilisation, d'éducation aux responsabilités sociales et au sens de la justice, solidarité de vie et de travail avec les victimes de l'injustice, témoignage par la justice de notre propre vie, acceptation de la persécution pour la justice...

c) que *notre service de la justice et de la libération intégrale de l'homme*, pour être efficace, *exige une concentration* - interdisciplinaire et intersectorielle - *des efforts* grâce à des canaux et structures, de communication, tant au niveau national qu'au niveau international.



INDE: justice sociale

par Arul M. Varaprasadam*

Mahatma Gandhi a voulu établir des liens entre la religion et la morale. On honore Dieu, on lui offre des sacrifices, on multiplie les pèlerinages à ses sanctuaires... mais comment se comporte-t-on envers son prochain? L'attitude foncière n'en est-elle pas une d'insouciance et, dans bien des cas, de malhonnêteté, d'injustice, d'oppression? C'est par ce biais que Gandhi est revenu à l'éternel problème des rapports entre religion et éthique sociale.

L'Inde: 570 millions d'hommes et de femmes. 80% de religion hindoue, 12% de religion musulmane, à peine 3% de foi chrétienne. Une terre qu'on a dite "intoxiquée de Dieu" mais, hélas, apathique face à la misère des hommes.

V.P. Naik, un spécialiste hindou de l'éducation, a déjà fait observer que l'hindouisme avait Jnana, Dhyana et Bhakti, et que c'est le christianisme qui lui a apporté Seva. En d'autres mots, les chrétiens ont ajouté, à l'héritage hindou du *savoir*, de la *méditation* et de la *dévotion*, le précieux apport du *service*. Le Christ - Serviteur a inspiré une Mère Theresa et, avec elle, 37,000 religieuses, 2,000 religieux, 8,000 prêtres et une grande foule d'apôtres laïcs.

Tous ont voulu aider de quelque façon ceux qui sont victimes de l'injustice. Comme ailleurs, cependant,

les Indiens deviennent eux aussi conscients du caractère structurel de l'injustice dont ils subissent l'oppression. Comment cela interpelle-t-il aujourd'hui les 3,000 jésuites de l'Inde? Quelles réflexions cela suscite-t-il chez eux? Chez les plus jeunes, plusieurs désirent partager la vie des pauvres afin de manifester la présence du Christ parmi "les plus petits des siens". Mais la question demeure alors ouverte: comment collaborer aux réformes structurelles nécessaires?

Les institutions d'enseignement constituent l'un des principaux champs d'action apostolique des jésuites en Inde. Aussi a-t-on commencé à en reviser les fins, les objectifs, les moyens.

Quel homme entend-on former dans ces institutions? Plusieurs non-chrétiens y envoient leurs enfants pour qu'ils y apprennent la discipline, le sens du travail, la voie du "succès". Pouvons-nous nous en réjouir? Dans un monde qui s'éveille au sens de l'altérité, pouvons-nous accepter de travailler à la "réussite" de l'individu sans chercher à former des hommes-pour-les-autres, à l'image du Christ lui-même?

Rajaji, un grand homme politique de l'Inde, a déjà dit: "L'homme instruit est la menace de l'Inde." Il référerait alors à l'égoïsme bien assuré de la majorité des ex-collégiens et ex-universitaires du pays. Les jésuites en prennent conscience: il leur faut former les jeunes à une réflexion sérieuse sur la réalité sociale dans ses réseaux divers: le social aussi bien que le culturel, l'économique et le politique aussi bien que

le religieux. Ce n'est pas là tâche facile. Mais former une poignée seulement, chaque année, de jeunes qui auraient "faim et soif de justice", ce serait déjà une importante réalisation. Ces "mordus" pourraient à leur tour éveiller leurs compatriotes, les sortir de leur apathie et de leur léthargie; ils pourraient dire en clair et net ce que murmurent secrètement des millions de coeurs; ils pourraient dénoncer les injustices dans des protestations symboliques et des démonstrations non-violentes; ils pourraient peu à peu élaborer et proposer des projets en accord à la fois avec les exigences chrétiennes de la justice et avec la psychologie propre du peuple qui est le leur.

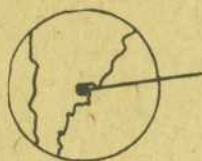
L'insouciance des gens instruits en ce qui a trait à la justice sociale pose une question d'importance capitale du point de vue apostolique. Les statistiques ne doivent pas ici donner le change: les chiffres peuvent être trompeurs. Nos gradués deviennent souvent les marionnettes de l'establishment et les instruments de ses injustices. De formation chrétienne, ils donnent un contre-témoignage du Dieu de justice et d'amour. Les "bénéfices marginaux" nourrissent souvent leur connivence avec les structures injustes qui perpétuent l'oppression silencieuse dans la société moderne. Comment se fait-il que des étudiants d'université, après avoir proclamé à hauts cris leurs réclamations et leur volonté de solidarité, sombrent dans l'individualisme lorsque vient l'âge de se marier? Comment expliquer la rencontre du double égoïsme dans des couples dont chacun a pour

* Professeur d'Ethique au Collège universitaire de Madras; auparavant, Supérieur Provincial de la Province jésuite de Madurai, en Inde.

tant été fier champion de la justice quelques années auparavant? Par delà l'école et l'université, il nous faut travailler à l'élaboration d'une vision altruiste et dynamique de la famille, libérée des mirages du prestige, de la puissance, de l'argent, et engagée dans le processus d'une libération chrétienne de toute la société. Cela fait appel à une spiritualité où la conscience sociale et le sens de l'abnégation chrétienne ont leur part; une spiritualité grâce à laquelle les époux entre eux et dans leur tâche commune d'éducation de leurs enfants pourraient devenir agents de croissance à l'intérieur de leur famille et hors d'elle.

Le rôle des institutions d'enseignement chrétiennes en Inde doit être réévalué à la lumière de la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et pour sa libération de toute situation oppressive. La plupart de ces institutions ont une autorité morale qui leur permettrait de parler au nom des opprimés. Mais le silence est plus aisé, et aisément justifiable: les problèmes ne sont pas simples; le peu de bien que nous faisons grâce à nos institutions serait perdu si nous y renoncions; le mieux est l'ennemi du bien... La peur du risque et de l'imprévu nous empêche de regarder en face la question posée et le défi lancé. Peut-être est-il demandé que nos institutions "tombent en terre et y meurent pour porter du fruit".

Malgré la pauvreté relative de leurs moyens, les Eglises pourraient rayonner en Inde le Christ, "Homme pour les autres". Avec le Christ et partageant sa mission, les chrétiens partageraient alors les aspirations et les angoisses des masses. Cela pousserait à l'action, non seulement de type "humanitaire", mais aussi de type structurel. La grande majorité des membres de ces Eglises sont touchés eux-mêmes par l'injustice sociale. En collaborant avec tous les hommes de bonne volonté, ils pourraient être les catalyseurs du travail pour la justice et l'amour sur cette planète souvent si dure et froide.



Amérique Latine: Les "CIAS"

par Alberto SILEY*

Les problèmes socio-politiques que doit affronter l'Amérique Latine, s'ils ont d'abord éveillé la curiosité, puis un certain intérêt, ont fini par susciter quelque préoccupation là où avec les siècles on avait pris l'habitude de considérer les "pays du sud" comme de simples fournisseurs de matières premières au service des nations plus développées. Image banale et inoffensive que celle d'un entrepôt de richesses brutes aux dimensions d'un continent; elle rassurait les bénéficiaires en laissant dans l'ombre le tragique d'une situation autrement violente: l'exploitation et l'oppression de millions d'hommes et de femmes.

Si douloureuse pourtant que fût leur condition, ce n'est qu'au terme d'un long et difficile cheminement que les peuples latino-américains en sont venus à prendre conscience collectivement de la domination injuste qu'ils subissaient. En effet, l'astuce des gouvernants locaux et l'efficacité administrative des régimes impériaux, qui dominèrent tour à tour le continent en manoeuvrant à leur profit les élites indigènes, avaient abouti à la mise en place de structures politiques, économiques et éducatives (culturelles) visant à

protéger et à renforcer l'autorité établie.

Du courage au compromis

Quant à l'Eglise, elle sut, à certains moments, dénoncer lucidement l'oppression et la discrimination dont étaient l'objet des peuples qui avaient accédé "à la lumière de l'Evangile". Ses interventions les plus vigoureuses et les plus efficaces remontent surtout à la période coloniale et à l'époque où le continent conquérait de haute lutte sa liberté politique. Suivit cependant un temps de résignation facile, dont il fallait payer le prix: faiblesse face à la puissance temporelle des nouveaux pouvoirs impérialistes, manque à réagir au moment où s'estompaient les exigences d'un Evangile qu'on avait pourtant proclamé à coup de sacrifices et de générosité à travers un territoire immense, à l'origine presque dépeuplé. On aura compris que les doctrines philosophiques, politiques, sociales et économiques du capitalisme libéral n'ont pas peu contribué à cette mutilation de l'Evangile, surtout au chapitre de la pratique pastorale et de la morale sociale.

Par ses missionnaires surtout, la Compagnie de Jésus fut bien de cette Eglise qui avait su se dresser face aux puissants pour condamner violemment des injustices qui entraînaient parfois l'extermination complète des populations indigènes. Mais elle aussi, et pour de longues années, devait succomber à l'attrait

* Le P. Siley, sociologue, expert de la commission pastorale des évêques de l'Amérique latine, au CELAM, est le coordonnateur des CIAS ("Centres de Recherche et d'Action Sociales") de l'Amérique latine méridionale (Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay).

équivoque de l'érudition théologique, et se laisser trop aisément persuader que son apostolat dût s'adresser avant tout aux élites en vue d'un plus grand rayonnement: de là une impuissance croissante face à l'intransigeance du pouvoir établi et à la rigidité des structures qui achevaient de conditionner la vie personnelle et les institutions communautaires des pays latino-américains. Il y eut bien quelques exceptions, mais elles ne pouvaient constituer que des efforts isolés, des témoignages individuels...

“Recherche et Action”

Il fallait secouer cette léthargie. Or, depuis les années '50, c'est justement en Amérique Latine que, dans le domaine social, la Compagnie poursuit l'effort le plus considérable et le mieux concerté: en grande partie, grâce aux “Centres de Recherche et d'Action Sociales” (CIAS). Les vingt-deux pays qui forment l'Amérique Latine comptent déjà treize de ces Centres. Pour donner une idée de leur orientation, de leurs objectifs et de leurs champs d'action, il suffira ici de présenter brièvement le CIAS d'Argentine.

Créé en 1954, le Centre mobilise à plein temps une dizaine de Jésuites qui se sont préparés en divers secteurs des sciences humaines: politique, économie, sociologie, anthropologie culturelle, droit du travail, histoire, idéologies contemporaines.

Au départ, leur formation en sciences sociales en faisait tout au moins des interlocuteurs valables pour les personnes et les organisations déjà engagées activement dans le domaine politique, économique ou culturel: c'était là faire en sorte que l'Eglise soit présente d'une façon neuve à ces agents de changement social. Grâce à ces contacts, on a pu mettre sur pied des groupes d'étude, organiser des enquêtes sur le terrain, entreprendre l'analyse de situations bien précises, lancer des programmes d'action et d'animation et diffuser largement les résultats de ces travaux.

Une théologie de la libération

Ces premières réalisations allaient permettre au Centre, dans un deuxième temps, de se fixer un objectif plus précis: accepté et reconnu en divers milieux, initié à des méthodes de travail plus efficaces et fort de l'expérience immédiate d'un nombre croissant de situations injustes, il choisit de soumettre à une analyse théologique “pastorale” les grands problèmes du pays et du continent.

A l'opposé d'une pure spéculation a priori, cette réflexion théologique prenait son point de départ dans la redécouverte concrète de deux coordonnées fondamentales:

(a) les structures globales de domination, qu'on retrouve constamment à la racine du désordre, de l'injustice et de l'exploitation;

(b) le peuple, le protagoniste de tout véritable combat pour la justice, irremplaçable, puisque l'histoire qu'on veut bâtir est la sienne.

C'est dans ce contexte que le Centre a pu inviter des collaborateurs de plusieurs pays voisins à se joindre à lui pour jeter les bases d'une théologie de la libération, qui permette de dépasser enfin l'opposition apparente — mais dénuée de fondement — entre foi chrétienne et justice sociale. Enquête patiente et laborieuse qui partit de l'approfondissement dialectique du couple histoire/eschatologie pour mettre en évidence le caractère essentiellement social et communautaire de l'existence humaine.

Une recherche pour l'action

Bien entendu, cette recherche et ses résultats, souvent provisoires, sont mis au service de la communauté chrétienne: organisations d'ouvriers et de travailleurs agricoles, groupes de militants, religieux et religieuses, conférences épiscopales. Mais elle rejoint également bon nombre de jésuites qui travaillent dans les milieux ruraux et dans les faubourgs les plus défavorisés des grands centres industriels. Elle accompagne et stimule leur propre réflexion et les aide à mieux enra-

ciner leur action évangélisatrice dans les communautés humaines où ils sont à l'oeuvre, en les invitant à se mettre à l'écoute de ceux qu'ils veulent aider pour apprendre d'eux à “voir”, à lutter, à vivre l'espérance de la justice et de la liberté, à s'engager au niveau politique pour rendre efficace la poursuite d'une libération intégrale.

Pour les jésuites engagés dans la lutte pour la justice, évangélisation et promotion de l'homme forment l'épine dorsale de toute recherche et de toute action sociale. L'expérience d'un christianisme vécu nous a appris petit à petit que le processus d'évangélisation et la croissance de l'homme sont un peu comme les deux faces d'une tapisserie, tissée à la fois par Dieu et par le peuple, et dont la trame transparait d'un côté comme de l'autre, puisque le travail progresse simultanément de part et d'autre.

Pauvreté et justice

Comment donc le cri des pauvres retentira-t-il dans vos existences? Il doit vous interdire tout d'abord ce qui serait compromission avec toute forme d'injustice sociale. Il vous oblige aussi à éveiller les consciences au drame de la misère et aux exigences de justice sociale de l'Evangile et de l'Eglise. Il conduit certains d'entre vous à rejoindre les pauvres dans leur condition, à partager leurs lancinants soucis. Il invite, par ailleurs, nombre de vos instituts à reconverter en faveur des pauvres certaines de leurs oeuvres, ce que beaucoup ont, du reste, déjà accompli généreusement. Il vous impose enfin un usage des biens limité à ce que requiert l'accomplissement des fonctions auxquelles vous êtes appelés. Il faut que, dans votre vie quotidienne, vous donniez les preuves, même extérieures, de l'authentique pauvreté.

PAUL VI, Exhortation apostolique “*Evangelica Testificatio*” sur le renouveau adapté de la vie religieuse (29 juin, 1971), n. 18.



MADAGASCAR AUJOURD'HUI

Connaissez-vous Madagascar?... Cette île aussi grande que la France, la Belgique et la Hollande réunies et peuplée seulement de 8 millions d'habitants? Seuls 400 kilomètres la séparent du continent africain et pourtant sa faune et sa flore n'ont rien d'africain. La langue malgache et la psychologie du peuple rappellent plutôt les lointains ancêtres polynésiens. Et les 18 tribus des régions côtières et des hauts plateaux s'efforcent de ne former qu'une nation. Après 76 ans de régime colonial, Madagascar est devenu une république, indépendante depuis 1960.

1- Les derniers événements

C'était en effet l'année tranquille où de Gaulle disait: "Mon ami Tsiranana." Et il octroyait, sans autre histoire, l'indépendance au leader du P.S.D., (parti social démocrate) ainsi qu'à tout le pays. Tsiranana et son parti étaient forts; ils avaient beaucoup à apprendre pour conduire le pays vers "l'indépendance économique". Ils étaient d'un *socialisme malgache* dont personne ne connaissait exactement le contenu. Mais l'ordre régnait et les relations avec l'Occident, surtout avec la France, étaient au *beau fixe*. Il serait faux et partial d'affirmer que le régime du "côtier Tsiranana" ne présente qu'un bilan entièrement négatif.

En réalité, le beau fixe n'existe que sur l'écran du baromètre. La vie, elle, évolue à chaque instant. Pire encore, elle rejette tout ce qui n'évolue pas avec elle. La "République des Camarades" où n'étaient heureux que les privilégiés du Parti ne pouvait durer. Encore moins le beau fixe des "accords de Coopération" avec la France. Ces accords, intouchables, représentaient après

douze ans, des chaînes d'un nouveau colonialisme dont il fallait se débarrasser... Et le 13 mai 1972, le peuple malgache s'est débarrassé de Tsiranana et de ses acolytes. Un souffle de révolution soulevait tout le pays. Le 8 octobre de la même année, avec un nouveau gouvernement, une nouvelle indépendance était née. Octobre 72 - janvier 75: deux ans et quelques mois à peine. Le gouvernement Ramamantsoa rencontre une "mutinerie" de soldats *côtiers* et se dissout pour qu'un de ses membres, le colonel Ratsimandrava, 43 ans, prenne la relève avec une nouvelle équipe. On connaît la suite; le jeune colonel, après six jours de pouvoir, tombe mortellement blessé dans un attentat. Aussitôt, son bras droit, le général Andriamahazo forme un Directoire Militaire... tandis que, quelque part en France, un ancien haut Fonctionnaire de l'ex-président Tsiranana crée un "Gouvernement Démocratique Privisoire". Et les journaux français de claironner: tout cela, c'est la suite des anciennes rivalités ethniques.

2- Situation complexe

Pourtant, et c'est le drame de Madagascar aujourd'hui, l'échiquier politique de chez nous est plus que jamais complexe. Autrefois, pour se retrouver dans la politique nationale, il était aisé de se rappeler les trois schèmes traditionnels qui formaient des binômes, faciles à reconnaître dans les différentes formations.

a) *Côtiers* - *Hauts Plateaux*: L'unification de l'île - sous forme de guerres entre différents royaumes, comme cela se vérifie dans toute l'histoire - a été stoppée par

l'arrivée de la Colonisation française. Les rancunes ne sont pas encore éteintes, surtout que l'Occupant devait les exploiter, selon la règle classique du "diviser pour régner".

b) *Catholiques* - *Protestants*: L'aristocratie tananarivienne, détrônée par Galliéri et ses soldats, était protestante et anglophile (London Missionary Society); le petit peuple à son tour devint catholique et francophile. Et en ces temps-là, début du siècle, on affirmait déjà: qui vit catholique vit français, qui vit protestant vit anglais. L'oecuménisme a depuis lors arrondi bien des angles; mais la réalité persiste: le christianisme divisé a aussi divisé le peuple et la politique malgache.

c) *Capitalistes* - *Communistes*: Comme on s'en doute, ce facteur est le dernier venu. Les jeunes étudiants et voyagent; devant les idéologies des deux blocs contemporains, ils ont choisi. Avec ou sans conviction, peu importe: il faut se situer. Et l'on connaît de gros riches qui se disent socialistes marxistes. La bourgeoisie elle-même est divisée: l'une pro-occidentale, l'autre pro-russe. Car "nous sommes trop faibles pour chasser le capitalisme international; il faut que les communistes, Russes plutôt que Chinois, viennent à notre secours..." Ainsi parle un leader de la politique bourgeoise.

Tsiranana est un côtier, catholique, pro-capitaliste. Andriamanjato Richard, chef du parti A.K.F.M., est Mérima (Tananarive), pasteur protestant, pro-russe.

Mais, depuis mai 1972, les choses ont changé: les "prolétaires" rentrent en scène. Victimes de la "République des camarades", du chômage et de la dégradation de l'économie, ils veulent s'unir. Pour eux les critères ci-dessus mentionnés sont dépassés. Et les bourgeois socialistes ou marxistes ne sont que de fieffés menteurs. Un parti est né: "M.F.M.", *mpitolone ho an'ny fanjakan'ny Madinika*, ceux qui militent pour l'avènement du Prolétariat... pour que les prolétaires arrivent au pouvoir. Ils sont prêts pour adopter les méthodes marxistes.

3- Le peuple

Mais le peuple (vahoaka) ne veut pas suivre le M.F.M. Du moins jusqu'ici. Toute idéologie, toute méthodologie importées lui semblent suspectes, ne répondant pas à ses aspirations. Car le peuple désire tirer de la sagesse des ancêtres, les valeurs et la méthode capables de les aider à faire face au lendemain.

Providentiellement, le peuple a trouvé dans le jeune colonel de gendarmerie, Richard Ratsimandrava, son héraut et son chef. Ministre de l'Intérieur, dans le gouvernement du général Ramanantsoa, Ratsimandrava a restructuré la société malgache. Partout des *fokonolona*, collectivités rurales qui rappellent les "ujamaa" tanzaniens, ont été créés. Leur but était simple: avoir la mainmise populaire sur tous les problèmes politiques, sociaux et surtout économiques, pour que les citadins ne vivent plus aux dépens des paysans (85% des Malgaches); pour que les nantis n'exploitent plus les pauvres et pour sauver ainsi tout le peuple malgache de l'égoïsme sans scrupule des bourgeois et capitalistes, nationaux et internationaux. Toute cette révolution enfin devait se faire selon la sagesse ancestrale qui déteste la violence, respecte les personnes, croit au Tanahary (Dieu), enseigne l'amitié (fihavanana) et l'union qui fait la force (friaiankina). Déjà les *fokonolona* ont fonctionné, à la grande joie de la plupart des Malgaches. Déjà les gros intérêts financiers malgaches ou étrangers ont été menacés. Déjà le peuple, longtemps écrasé par les injustices des colons qui ont pris leurs terres, des bourgeois et des capitalistes, a enfin redressé la tête. L'espérance était grande à la nomination du colonel Ratsimandrava comme chef de l'Etat... Six jours après, Ratsimandrava tombe sous les balles de ses assassins.

4- L'avenir?...

Aucun Malgache ne croira que les vrais assassins soient ceux qui ont tiré: des hommes du colonel rebelle Bréchara Rajaonarison, militaires côtiers mécontents de n'être pas considérés selon leurs grades. Il

est même difficile de croire, jusqu'à preuve du contraire, qu'il s'agisse d'un simple conflit entre Malgaches. Les gros intérêts nationaux et étrangers ne sont pas à priori exempts de soupçon. Car c'était d'abord pour eux que Ratsimandrava était "l'homme à abattre".

Durant la monarchie méridionale, la Colonisation et le régime Tsiranana, le peuple malgache n'avait guère d'importance dans la Nation. De plus en plus existaient, d'un côté, un groupe de nantis et de privilégiés qui avait tout le pouvoir, et de l'autre, le peuple, composé de paysans, de petits salariés et de chômeurs. Pour la première fois dans l'histoire, un homme courageux, lui-même fils du peuple, dénonce les injustices et veut mettre le peuple à la place qu'il mérite. Sans haine, ni violence.

Les nantis s'effraient; déjà ils crient: "communisme" et veulent écraser dans l'oeuf "la révolution". Si les forces de droite triomphent, par anti-communisme, c'est alors qu'ils appellent le Communisme, le vrai. Car les Malgaches qui ont goûté à l'expérience "fokonolona" et les jeunes épris de marxisme n'auront de cesse que tous ces régimes bourgeois ne soient renversés, écrasés, même si le pays doit passer par les dures épreuves d'un second Vietnam... Russes et Américains n'ont-ils pas des visées sur l'Océan Indien?

La révolution de mai 1972 a voulu être non-violente. La jeunesse constate, hélas, une fois de plus, que la révolution non-violente est incapable de sortir le tiers-monde du joug du capitalisme international. Elle se fait écraser avant d'atteindre son but... Il faudrait autre chose... qui vous permette de tuer l'autre avant qu'il ne vous tue, "proprement", par les mains de quelques militaires exaltés.

Le chrétien s'interroge: la force de la haine l'emportera-t-elle toujours sur la force de l'amour dans la lutte pour transformer le monde?... Plus que jamais, l'avenir du tiers-monde dépend de la réponse qu'aura donnée à cette question chaque disciple du Christ.

Un fokontaniste.

BLANCS SUR NOIR, NOIR SUR BLANC : DES "ETRANGERS"

— par un groupe de missionnaires européens en Afrique *

Nous sommes et resterons des étrangers. Même ceux d'entre nous qui ont acquis une nouvelle nationalité en font quotidiennement l'expérience...

Cela n'empêche pas l'attachement personnel au destin d'un pays avec son histoire, son projet, sa "personnalité". Une sorte de connivence peut s'établir, un lien quasi-affectif...

Il nous faut accepter de nous laisser former par le pays dans lequel nous vivons. Cette volontaire dépendance modifiera peu à peu nos activités...

L'existence prolongée et engagée dans des pays de culture différente remet en question le langage de la foi et la manière même de chercher Dieu. Chez plusieurs d'entre nous, un déplacement important, parfois rude, s'est opéré. Nous avons été amenés à découvrir que notre manière de croire en Jésus-Christ n'est pas la seule. Nous avons été peu à peu dépouillés d'une vérité que nous croyions posséder, dont nous nous croyions seuls témoins autorisés... Epreuve purifiante, qui dispose à accueillir le Dieu que je ne peux dire à autrui avant qu'il ne se soit d'abord révélé en lui.

Cette expérience entraîne dans la vie de foi personnelle une dimension plus silencieuse. Par ce silence imposé et assumé, avec nos limites, nous sommes amenés à développer une dimension contemplative de la foi dans l'action et dans le travail.

Certains éprouvent quelque inquiétude. Il nous semble cependant que c'est dans ce risque et cette vulnérabilité de notre vie que résident le dynamisme et le ressourcement de notre foi et de notre communauté.

Nous découvrons que nous sommes à la recherche d'un Dieu que nous ne connaissons pas beaucoup parce qu'il déborde infiniment la particularité de notre Eglise, et c'est pour cela que nous cherchons à connaître ce peuple, ces hommes et ces femmes. Avec des non-chrétiens, nous nous disposons à recevoir par eux ce que nous ne connaissons pas encore du mystère de Dieu dans l'histoire. Telle est notre vocation, à laquelle nous essayons d'être fidèles.

*Extrait d'un document préparatoire à la 32e Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, 1974-75.



LE MANS (FRANCE):

Dix ans de mission ouvrière

par Noël Barré

Noël Barré, prêtre-ouvrier jésuite, a participé aux deux premiers mois de la Congrégation générale, à Rome: décembre 1974 et janvier 1975.

A la veille de retrouver ses camarades d'usine, il avoue se sentir à la fois très proche d'eux et affreusement loin! Sur le mode d'une lettre plus que d'une dissertation, il livre quelques-unes de ses impressions.

Rome, le 30 janvier 1975. Mes "congs" sont terminés. Demain, je retrouve mes camarades dans l'usine où je travaille depuis dix ans. Je n'ai pas voulu prolonger davantage ma participation à la Congrégation générale, pour ne pas m'enfoncer dans l'exception. Deux mois de congé sans solde, c'est déjà une chance inouïe, que certains considéreront comme une faveur. Peut-être n'est-on pas habitué encore à ce qu'un jésuite soit tenu de respecter des engagements qui contrarient un peu, du moins apparemment, son mandat de délégué. Mais ceux qui m'ont élu savaient cela, et ne me le reprocheront pas; et la Congrégation générale m'a volontiers donné l'autorisation de partir avant la fin des travaux. D'ailleurs, si j'ai accepté de venir ici, à Rome, c'est parce que je savais qu'il m'était possible d'obtenir un congé sans me lier en aucune façon à la direction de

l'usine. Prêtre-ouvrier, il me faut accepter les contraintes de la vie d'usine, tout comme les autres.

Je me situe: Le Mans, cité des "24 heures automobile", à 200 kilomètres (120 milles) à l'ouest de Paris, est devenue ma ville en 1964, après mes années de formation jésuite classique et un stage professionnel en radio-électricité. J'y rejoignais un "secteur" de Mission ouvrière pour travailler avec un clergé paroissial très attentif aux réalités ouvrières, avec des religieuses à la recherche d'une présence plus vraie dans les quartiers ouvriers, avec des membres de l'Action catholique ouvrière - d'une ACO adulte et dynamique. Bien sûr, je m'étais préparé à cette vie. Ma famille est ouvrière. Depuis longtemps, j'avais approfondi le sens que pouvait avoir ma vocation sacerdotale et religieuse dans la vie ouvrière. Va-

tican II faisait espérer que des prêtres pourraient retourner travailler en usine. J'étais de ceux qui frappèrent alors à la porte.

Dix ans dans une usine, ça ne se résume pas. Des années de travail salissant et sans intérêt, de licenciements collectifs douloureux, de luttes pour obtenir de meilleurs salaires (nous avions au départ les plus bas salaires de la ville), de longs efforts pour organiser une section CFDT, pour y faire participer les ouvrières dont la majorité n'avaient pas 20 ans... Il y a eu des conflits. Il y a eu des échecs. Il y a eu aussi des conquêtes: les salaires ont monté, les conditions de travail ont été quelque peu améliorées, la section syndicale s'est étoffée, un comité d'entreprise a été organisé. Durant ces années, j'ai vu passer des centaines de travailleurs et de travailleuses, partis pour un meilleur

salairé, ou pour se rapprocher de leur habitat, ou pour avoir "craqué le morceau" au contremaître, ou pour apprendre un métier, ou pour se retrouver en chômage... Les vieux camarades qui sont partis en retraite sont des chanceux. Il y a aussi ceux qui sont morts avant, usés.

Rien d'extraordinaire dans tout cela. C'est la vie ouvrière. Je m'y suis enfoncé. Mes amis sont là maintenant. J'ai un métier: dépanneur électronique P 3, c'est-à-dire le plus haut échelon dans la catégorie, avec un bon salaire si je compare à celui des O.S. Près de \$5,000, plus un 13e mois, alors que les O.S. 1 ne dépassent pas les \$4,000. J'ai ma carte syndicale; les camarades m'ont élu délégué du personnel. Un jeune vient de me relayer comme secrétaire de la section; au niveau départemental, je suis responsable de la Commission "Enseignement et formation permanente". La métallurgie connaît présentement de graves difficultés; la crise de l'emploi y est profonde: dans mon usine, 120 personnes sur 450 seront licenciées le 9 mars prochain. Nous soupçonnons la société américaine qui nous a achetés d'avoir des projets qui ne sont pas à notre avantage...

Lundi, je retrouverai tout cela d'un seul coup, avec les camarades.

Mes camarades savent que je suis prêtre. Cela n'a pas la même signification pour tous. Cela dépend de leur histoire familiale ou personnelle. Cela dépend aussi de la profondeur de nos relations, et de ce que nous avons vécu ensemble. Je crois qu'ils me prennent comme je suis, et moi de même. Je les ai toujours abordés sans a priori, laissant aux événements le soin de nous révéler les uns aux autres. Avec quel-

ques-uns d'entre eux, le dialogue et l'amitié vont loin! Il arrive que nous partagions le même idéal, les mêmes questions, la même espérance. Les liens d'amitié et d'espérance débordent souvent - et heureusement - les frontières de nos engagements respectifs.

Ouvrier, militant parmi les autres, semblable et différent pourtant, je me sens incorporé à l'église qui naît là. Nos comportements quotidiens engagent des démarches plus fondamentales: nous apprenons à remercier, à "faire action de grâces"; à nous excuser aussi auprès des copains, à "demander pardon aux autres et à l'Autre"; à respirer, à ouvrir les yeux, à inventer une vie nouvelle, plus fraternelle et plus juste. Et nous nous "convertissons" peu à peu au Christ. Les chemins de nos vies d'hommes empruntent peu à peu, lorsqu'on ne s'y refuse pas, des chemins nouveaux. Nos liens charnels font peu à peu l'Eglise. Je ne dis pas que je le crois. Hardiment je dis que je le vois. Nous sommes plusieurs à regarder ainsi notre vie, notre action, à célébrer tout ce qui s'y passe, à contempler Celui qui y recrée constamment un monde nouveau.

Lundi, je retrouverai aussi mon église locale, ces hommes, ces femmes, ces jeunes, ces prêtres, ces religieuses qui sont dans cette vie ouvrière chercheurs du Dieu vivant. Sommes-nous nombreux? Comme si cela importait! Si c'est la Vie, elle croîtra!

Nous sommes soixante prêtres-ouvriers dans l'Ouest de la France - dont une dizaine au Mans. Je crois que les autres se reconnaîtraient dans ce que je dis, aux nuances près qu'apportent les situations particulières, les âges, les caractères.

Venir à la Congrégation générale des Jésuites avec toute cette vie-là dans la tête, le cœur et les nerfs, c'est quelque chose! Mes compagnons ouvriers jésuites de France, une trentaine, ne m'avaient pas confié de mission particulière. Mais ils voulaient savoir si la Compagnie de Jésus pouvait descendre un peu des hauts lieux où elle pense et d'où elle parle trop souvent pour expérimenter davantage la vie des gens ordinaires. Afin de mieux comprendre et de pouvoir parler au niveau des gens et non d'en haut. La Compagnie pouvait-elle se désenclaver un peu du monde des lettres et des sciences, du monde des notables et des gens en place? Le Jésuite prédicateur, un peu trop ambulant, peut-il s'enraciner quelque part? L'universalité demandée à tout jésuite va-t-elle cesser d'être une façon de ne pas se lier aux hommes pour devenir une volonté tenace de retrouver l'homme tout entier, et l'humanité totale, mais grâce à un engagement particulier et à travers lui, quelque part, avec des solidarités, des limitations, des contraintes qui permettent à un homme d'être lui-même dans des relations vraies avec les autres?

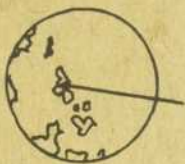
J'ai trouvé ici, à Rome, des hommes qui portaient les mêmes questions. Leurs histoires et leurs peuples étaient autres. Leurs projets étaient marqués par les expériences et par les situations socio-politiques et religieuses de leurs pays. Mais les questions de fond se sont exprimées: peut-on être quelque part, frère et compagnon sans réticence, mais avec tout le dynamisme propre d'un croyant, et en même temps prétendre travailler à la plus grande gloire de Dieu, pour le bien plus universel?

La Congrégation n'a pas fini ses travaux. Les délibérations les plus importantes, cependant,

ont eu lieu. Il me semble que nos questions ont été entendues, écoutées et comprises. Il me semble que nous pouvons être "confortés" dans notre volonté: les exigences que nous avons perçues ont été prises en considération par le corps de la Compagnie.

La vie des jésuites ouvriers de France n'en sera pas bouleversée. Mais leur lien avec la "petite Compagnie" sera enrichie d'échanges plus larges, au-delà des frontières. La différence subsistera entre le jésuite de la métallurgie, syndiqué de la CFDT ou de la CGT, et le théologien de l'Université Grégorienne, par exemple. Que cette différence soit acceptée, et non pas subie à contrecœur, c'est cela qu'il faut espérer. Il n'y a pas d'unité facile.

Espérant que la Compagnie de Jésus pourrait se faire plus attentive aux réalités du monde, spécialement aux efforts pour promouvoir la justice, j'étais particulièrement intéressé par l'attitude des membres de la Congrégation générale à ce sujet. J'ai cru, un moment, que les jésuites se croyaient la capacité de changer la face du monde! Mais non. Ils ont – nous avons compris que les hommes étaient depuis longtemps à l'oeuvre, et Dieu en eux, et que nous devions, – avec un certain retard, somme toute, – les rejoindre pour chercher avec eux la vie et la justice. Et apprendre d'eux ce que les livres ne nous ont pas appris, ou nous ont fait si mal entrevoir. Je ne m'attends pas à ce que tous les jésuites se fassent ouvriers. Ce serait à la fois naïf et absurde. Mais quelques-uns pourront répondre plus vigoureusement aux appels qu'ils entendaient: appels de ce Jésus qui est toujours là, vivant, parmi les hommes en quête de vérité et d'amour.



Aux Philippines: FACE À LA LOI MARTIALE

par Bengno A. Mayo*

Manille, le 27 novembre 1974, 6.000 manifestants, partis des faubourgs, se dirigent dans l'ordre vers Malacanang, la résidence du Président de la République. Ils appuient les revendications de leurs délégués qui, depuis plus de trois heures, discutent à huis clos avec les autorités gouvernementales. Dans l'espoir de disperser la foule, la gendarmerie exige de parlementer avec les responsables. Réponse spontanée des manifestants: "Nous sommes tous responsables." Les militaires tentent d'isoler les religieuses et les prêtres: ils se heurtent à un véritable bouclier humain.

Cet épisode suggère assez bien jusqu'où peuvent aller les économiquement faibles s'ils savent s'organiser. Il aura fallu des années de présence et de travail, aux religieuses et aux prêtres qui, dans les bidonvilles et les villages, se sont mis au service des défavorisés, pour reconnaître les véritables besoins de ces gens et apprendre que la seule façon de les aider vraiment, c'était de les amener à décider et à s'organiser par eux-mêmes. Des années, pour dépasser un modèle purement économique de développement et

centrer l'apostolat social sur la formation de groupes capables de s'auto-déterminer. La Loi Martiale est venue ralentir ce processus d'éducation populaire. L'Eglise peut le relancer en intervenant ouvertement pour défendre les droits de l'homme. C'est une question de courage.

Des Pasteurs trop prudents

Pourtant, lorsqu'en 1972 le régime impose la Loi Martiale, quelques évêques seulement osent protester. La liberté de parole n'est plus qu'un souvenir; les citoyens ne peuvent plus participer à l'élaboration des politiques qui déterminent leur existence; on risque d'être arrêté sans mandat d'amener et détenu sans procès, etc. Mais la plupart des membres de la hiérarchie préfèrent invoquer la prudence et s'abstiennent de dénoncer la suppression des libertés fondamentales. La conférence épiscopale ne sait pas dépasser ses divisions et conclut ses travaux pour l'année 1972 sans protester contre les injustices tolérées par le régime actuel. Au sud, cependant, dans l'île de Mindanao, les musulmans se sont révoltés contre le régime; face à

*Supérieur Provincial de la Province jésuite des Philippines.

cette réaction imprévue, les évêques s'associent aux militants laïques, aux prêtres et aux religieuses pour dénoncer publiquement certains abus. Depuis, d'autres évêques se sont joints au mouvement de protestation. Mais de façon générale, la hiérarchie, comme corps, n'a pas assumé le "leadership" qui lui revient dans la crise actuelle: elle a manqué de la force morale dont elle avait pourtant fait preuve en d'autres circonstances.

Puisque les évêques hésitaient à prendre l'initiative, les religieux (religieuses, prêtres et frères) sentirent tout naturellement le besoin de serrer les rangs et de renforcer leur principal organisme de coordination, l'Association des Supérieurs (e)s. L'association assume une double fonction d'information et de décision. Lors d'une réunion hebdomadaire, on passe en revue les renseignements reçus des divers milieux où travaillent des religieux; puis, à la lumière des faits, on examine les démarches à entreprendre, qu'il s'agisse d'écrire au Président pour dénoncer des abus ou de défendre la cause de certains prisonniers politiques avec l'aide de quelques avocats courageux.

Un travail d'équipes

Après quelques mois de ce travail conjoint d'analyse de la situation à la lumière des récents documents de l'Eglise sur la justice, l'association a cru devoir se structurer et créer quatre groupes de travail, responsables chacun d'un secteur déterminé.

a. **les prisonniers politiques:** chaque semaine, visite d'un camp de détention; secours aux familles; assistance juridique aux déterus; diffusion dans le public des cas de torture ou de mauvais traitements, sur lesquels on attire l'attention des autorités militaires et du Président.

b. **l'information:** il s'agit de recueillir les nouvelles qui arrivent des divers points du pays et de l'étranger et de les faire circuler cha-

que semaine; un bulletin de liaison est adressé aux évêques et aux communautés religieuses. Ceci offre une vue d'ensemble de la situation du pays, et facilite éventuellement l'étude plus précise d'une région ou d'un secteur particulièrement vulnérables.

c. **un programme de conscientisation,** destiné soit à des groupes de militants et de leaders populaires en milieu urbain et dans les campagnes, soit à des responsables religieux et diocésains de l'action sociale.

d. **une rencontre mensuelle** (à vrai dire bien plus un affrontement qu'un dialogue) entre l'Eglise et l'autorité militaire; cette rencontre est organisée par la commission pour la justice de la conférence épiscopale et l'Association des Religieux. Ces rencontres se font maintenant dans une vingtaine de diocèses.

"C'est mon devoir"

Les groupes de travail se sont révélés capables d'une intervention efficace et bien coordonnée; en particulier, lors de l'affaire du raid militaire sur un noviciat, en août dernier. La mise en scène et l'exécution de cette descente, menée avec des effectifs extravagants, tenaient de l'opérette ou plutôt de la comédie, et ne s'expliquent guère que par la confusion, sinon la panique, des autorités militaires. Mais le nouvel archevêque de Manille, Jaime Sin, saisit aussitôt l'occasion de dénoncer certaines pratiques abusives du régime, de la manipulation de l'information à l'incarcération sans procès. Il publia aussitôt une circulaire dénonçant ces actes d'injustice et demanda qu'on en fasse lecture dans toutes les paroisses. Ce fut fait dans toutes les églises du diocèse de Manille et dans quelques autres diocèses des environs; la lettre fut également largement diffusée. Elle lançait une invitation à participer à une veillée de prière en la cathédrale de Manille: plus de dix mille personnes y répondirent.

Depuis, l'Archevêque n'a pas hésité à porter devant l'opinion publique de nombreuses situations d'injustice flagrante; après tout, déclarait-il au Président, "c'est là mon devoir de pasteur". Le 21 novembre, il offrait une réception aux correspondants de la presse internationale; une fois de plus en répondant aux questions des journalistes, il plaçait le gouvernement devant les abus des militaires, la détention injuste des prisonniers politiques, l'arrestation arbitraire sous prétexte d'activité "subversive", et la suppression de la liberté de presse. Le 28 décembre, il soumettait aux autorités militaires, mais aussi à l'opinion publique, une liste de noms de prisonniers soumis à la torture; il demandait au régime d'instituer une enquête sur ces cas et, pour cela, d'associer aux officiers gouvernementaux des représentants de l'Eglise. Cette intervention faisait suite à l'arrestation de deux prêtres: ceux-ci n'avaient pas tardé à informer l'Archevêque du sort de certains de leurs compagnons de détention et avaient immédiatement entrepris une grève de la faim jusqu'à ce qu'on décrète l'enquête.

Question ou projet?

Dans l'état actuel des choses, l'Eglise est l'unique pouvoir moral qui puisse s'opposer ouvertement aux abus du régime. Et le Président Marcos le sait bien. Ce n'est sans doute pas pure coïncidence si le gouvernement vient tout juste de proposer aux évêques une série d'émissions sur le réseau national de TV sous le thème du "fossé à combler entre l'Eglise et le gouvernement".

Le Président espère constituer une "Société Nouvelle". Mais peut-on travailler à la construction d'une nouvelle société de justice, de vérité et d'amour dans un climat de Loi Martiale? C'est la question que pose l'Eglise. Mais peut-être l'Eglise peut-elle faire plus que poser cette question; ne peut-elle pas offrir une vision chrétienne des rapports sociaux?

19 janvier 1975.

Promotion de la justice sociale:

le prix à payer

Intervention du P. Général, Pedro Arrupe*

Travailler à promouvoir la justice sociale est un devoir auquel on ne peut échapper; c'est un devoir qui découle de l'Evangile. L'option "justice" est une priorité en ce sens qu'elle doit être mise au premier rang des préoccupations de notre Congrégation et qu'elle doit influencer toute notre vie...

Cela dit, notre Congrégation doit être vraiment consciente que la justice proclamée dans l'Evangile doit être prêchée par et à travers la croix. En travaillant pour la justice, sérieusement, et jusqu'aux ultimes conséquences, comme le demande le radicalisme évangélique ignatien, nous trouverons souvent la croix sur notre chemin, souvent accompagnée de douleurs cruelles. Cela veut dire que, — malgré notre prudence et notre fidélité à notre charisme sacerdotal et religieux, — nous serons abandonnés de ceux qui "font" l'injustice dans la société industrielle moderne, même de ceux qui sont classés parmi les bons chrétiens et qui, souvent, sont parmi nos bienfaiteurs, nos amis ou même nos parents, qu'ils nous accuseront de marxisme ou de subversion, qu'ils nous retireront leur amitié, leur confiance et leur aide matérielle.

Sommes-nous prêts à dépasser les déclarations généreuses pour poser des gestes concrets? Nous devons nous rappeler les avertissements de Paul VI dans Octogesima Adveniens: les déclarations, les condamnations et les paroles prophétiques audacieuses ne suffisent pas en face des injustices. Notre Congrégation est-elle prête à s'engager dans le sentier plus austère de la croix, qui nous fera rencontrer l'incompréhension des autorités civiles et ecclésiastiques et de nos meilleurs amis? La Congrégation est-elle prête à dépasser les décrets et à prendre des décisions qui changeront nécessairement notre façon de vivre, notre mode d'action, notre champ d'apostolat, nos relations personnelles et sociales et finalement notre image même et notre statut social? Si notre réponse est négative, toutes nos discussions n'auront peut-être eu, tout au plus, qu'un valeur académique. Mais si, au contraire, la Congrégation est prête à assumer cette responsabilité et à prendre l'initiative de mettre en pratique cette option par le moyen de décisions concrètes, elle doit encourager ses fils à se livrer de tout leur être à cet apostolat, les soutenir dans les circonstances difficiles, les défendre contre les persécutions injustes d'où qu'elles viennent.

Si nous nous engageons résolument dans cette voie, notre réponse, en cette heure décisive, sera l'expression concrète de cette "offrande de plus haut prix et de plus grande im-

portance" que nous avons si souvent faite dans les Exercices.

"Décharge-toi sur Yahvé de ton fardeau

**et lui te soutiendra,
il ne laissera pas à jamais
le juste chanceler." (Ps 55, 23.)**

Jésuite aujourd'hui*

Qu'est-ce qu'être aujourd'hui un compagnon de Jésus? C'est s'engager sous l'étendard de la Croix, dans la lutte cruciale de notre époque: la lutte pour la foi, et la lutte pour la justice qu'elle implique...

La route qui mène à la foi et celle qui mène à la justice ne peuvent se séparer, et c'est sur cette route indivise, cette route escarpée, que l'Eglise en son pèlerinage doit cheminer et peiner. La foi et la justice sont indivises dans l'Evangile qui nous enseigne que "la foi opère par la charité". Elles ne peuvent donc être séparées dans nos projets, nos actions, notre vie.

En outre, le service de la foi et la promotion de la justice ne peuvent être simplement un ministère parmi d'autres. Ce doit être l'élément intégrateur de tous les ministères, et pas seulement de nos ministères, mais de notre vie intime, individuelle et communautaire, et de notre union de frères à la dimension du monde. C'est ce qu'entend notre Congrégation par une option fondamentale. C'est l'option qui soutient et commande toutes les autres incorporées dans ses déclarations et ses directives.

*Document de la 32e Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, approuvé par cette Congrégation Générale, le 1er mars 1975.

*Ce texte est un reportage résumant la brève allocution du P. Arrupe, le 20 décembre 1974, à la fin du débat sur la justice sociale, la mission, la "priorité des priorités". Ce reportage est tiré du *Bulletin d'informations* (dans les éditions anglaise, française et espagnole) de la Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, Rome, décembre 1974-mars 1975. (I.D.)

La pauvreté religieuse dans le monde d'aujourd'hui

par F. Larivière *

Depuis que l'homme a reçu la lourde responsabilité de gérer les biens terrestres (Gen. I, 29-32), toutes les civilisations se sont un peu caractérisées d'après leur attitude à l'égard de ces biens. L'homme lui-même s'est souvent défini par son projet vis-à-vis des biens terrestres, selon qu'il était plus ou moins emporté par son désir de possession et de domination.

Parmi les hommes, il y a eu le Fils de l'homme, le Christ, celui qui

a proclamé: "Bienheureux les Pauvres", établissant un règne qui ne serait pas fondé sur la possession des biens terrestres, apportant cette bonne nouvelle que les démunis méritaient aussi considération, que la sécurité ne reposait pas seulement sur des greniers bien remplis, dénonçant l'égoïsme et la cruauté engendrés par la possession des biens, jetant l'inquiétude dans l'âme des riches.

Depuis deux mille ans, ce message n'a cessé d'interpeller le monde, toujours séduit par l'accès aux biens terrestres mais également inquiet de leur inconsistance et de leur ambiguïté. Il y a eu François d'Assise, Vincent de Paul, Benoît Labre, Charles de Foucault pour rappeler

la liberté de l'homme face aux richesses, et ces multitudes de religieux qui ont voué la pauvreté, dénonçant ainsi l'âpreté au gain des colonisateurs et de tous ces potentats, souvent plus soucieux de conquêtes que du véritable bien-être et du progrès de leur peuple, laissant à d'autres le soin de l'éducation ou de la santé. C'est le sens de l'engagement religieux de pauvreté dans notre monde que je voudrais essayer de clarifier en regard de la vocation de l'homme à bien gérer les biens terrestres.

Un problème

Notre époque pose le problème de la pauvreté en des termes qui lui sont propres. C'est une époque de productivité accrue et de raffinement dans les besoins. Sur certaines parties de la planète, le luxe réservé autrefois aux princes est mis à la portée de tous. On fabrique par millions les pièces de vêtement; breuvages et aliments sont produits en abondance. Ce n'est plus un problème de production, mais de distribu-

tion et de répartition des biens. Ce qui n'est pas sans laisser planer, à plus ou moins longue échéance, la menace de pénurie et d'épuisement des ressources.

Cette surproduction a engendré par ailleurs chez certains le mépris et le dégoût. On cherche des modes simplifiés de vie; cela se manifeste dans le vêtement, les voyages, le retour à la nature.

Ce sont surtout les personnes qui se sentent frustrées dans ce monde: celles qui sont plus ou moins victimes de ce luxe extravagant, celles dont le travail n'est pas rémunéré, celles qui voient les richesses de leur pays exploitées au profit des autres nations, celles qui ne disposent pas des moyens de production, celles qui n'ont pas les ressources de la science et de la technique, celles qui sont arrivées trop tard. Et c'est la masse de l'humanité. Le problème de notre époque: la pauvreté dans l'abondance.

Certes des efforts de répartition se font à l'intérieur des nations et entre les nations, mais cet effort

semble tenir plus d'une générosité calculée que de la justice et de la répartition équitable des biens.

Le problème de la pauvreté religieuse se situe dans ce contexte. Le religieux est citoyen du monde: Il appartient le plus souvent à une nation privilégiée. Il profite des meilleurs moyens de promotion sociale que sont l'éducation et les relations humaines. De ses prédécesseurs, il a souvent hérité de tout un équipement technique: écoles, maisons de formation, hôpitaux, réseau de communication. Il ne peut être réduit au rang de démunis. S'il s'expatrie, il accentue son avantage dans un milieu encore moins favorisé.

Sans doute, il ne dispose pas de la propriété personnelle de ces biens, mais, comme membre de la communauté, il profite de la sécurité collective et de la solidarité du groupe. Ce sont de ces avantages qu'il s'agit de discuter. Il ne peut être question de pauvreté de dénuement et d'impuissance. Le religieux peut bien, comme d'autres, pratiquer la simplicité de vie, la frugalité, vivre

en-dessous de ses moyens, témoigner de désintéressement, mais il reste un nanti, un privilégié. Ce n'est pas étonnant qu'il se sente mal à l'aise dans son engagement de pauvreté et plus encore vis-à-vis des nécessiteux qui frappent à sa porte.

Voies de solution

Il se n'agit peut-être pas tant d'une désappropriation impossible comme de mobilisation et de disponibilité. "Que celui qui possède soit comme ne possédant pas". Un programme de pauvreté devrait être d'abord une mise en disponibilité, un effort de partage des ressources.

Le Christ Jésus a mis son pouvoir au service des pauvres. Il a recruté ses disciples parmi les artisans et les travailleurs de la mer, parmi ceux qui peinent dur pour gagner leur subsistance, à la merci de tous les imprévus. Il a été du côté des faibles, il n'a pas cherché l'appui des puissants. Il a montré son respect de la nourriture humaine en faisant recueillir les restes lors de la multiplication des pains.

LA "PAUVRETÉ" DU RELIGIEUX AUJOURD'HUI *

L'humanité devient de jour en jour plus consciente du caractère déshumanisant de la pauvreté, spirituelle tout autant que matérielle, qui est le lot des masses. Partout, des hommes de bonne volonté, à la recherche d'une société plus juste, travaillent à changer les structures oppressives. L'en-

fermement dans une "idéologie de consommation" (*consumerism*), et dans une pratique effrénée de la consommation, menace le monde: constituant un athéisme pratique, cette course à la consommation fait des riches, individus et nations, d'injustes exploiters, et empêche les pauvres d'aspirer à un bonheur plus élevé. Réagissant contre ce matérialisme, plusieurs cherchent aujourd'hui bonheur et liberté nouvelle dans une vie plus simple, axée sur des valeurs d'un ordre plus élevé. S'affermir l'aspiration à des communautés de vie

plus personnelles, fondées sur l'ouverture, — communautés de communion et de partage, où le souci de la croissance personnelle soit vivant. Notre vie, nos communautés, notre pauvreté de religieux devraient pouvoir dire à ce monde quelque chose de signifiant.

Ces "signes des temps" nous renvoient à la profondeur du mystère du Christ. La pauvreté religieuse exige une "suite" réelle du Christ pauvre dans sa vie de travail à Nazareth, dans son identification avec les pauvres dont il a voulu partager la vie, dans sa sympathie passionnée qui le faisait sensible à leurs besoins, dans son constant souci de les servir (cf. Paul VI, Exhortation apostolique "*Evangelica Testificatio*" sur le renouveau de la vie religieuse, 29 juin 1971, no 17). Longtemps perçue et vécue sur le mode de la mendicité, de la dépendance des aumônes, de la confiance en la providence divine se manifestant dans la générosité

des bienfaiteurs, la pauvreté religieuse est aujourd'hui plus nettement perçue dans l'Eglise comme appel à l'acceptation de la loi commune du travail, comme exigence de support mutuel et d'aide aux pauvres par le travail, comme invitation à partager la vie des pauvres et leurs soucis (*Ibid.*, nn. 20 et 18). Incitant les religieux à se consacrer plus résolument à la cause de la justice sociale (*Ibid.*, n. 17), l'Eglise met aujourd'hui l'accent moins sur l'idéal de perfection personnelle qui fait que le religieux suit le Christ dans sa pauvreté, que sur la dimension apostolique d'une suite du Christ dans son désistement et dans sa liberté au service de tous les démunis.

Les requêtes contemporaines concernant notre apostolat exigent en même temps une réforme de notre pratique de la pauvreté. Nous ne pourrions pas répondre à "l'appel des pauvres" (*Ibid.*, n. 17) si, engagés au service d'autres que les pauvres de façon

presque exclusive, nous n'avons aucune expérience de leur détresse. Il nous sera très difficile de travailler effectivement pour la justice et pour le respect de la dignité de l'homme si nos apostolats nous identifient pratiquement aux riches et aux puissants et si notre action est fondée sur la sécurité que procurent les possessions, le savoir, l'influence (*Ibid.*, 19)... La "pauvreté" de nos communautés sera sans signification pour nos contemporains si elle n'en fait pas des communautés d'amour et de communion, ouvertes à tous dans un partage de nous-mêmes et de tout ce que nous avons.

Le défi que nous avons à relever, c'est de faire en sorte que la pauvreté que nous voulons soit chose réelle, et non pas simple prétention. Dans un monde où sévit la famine, on ne saurait parler de pauvreté à la légère. A cet égard, il est peut-être malheureux qu'on ne puisse trouver un autre mot que celui de *pauvreté* pour

décrire le mode de vie des religieux. A tout le moins, ce mode de vie doit viser à limiter la consommation plutôt que de chercher à consommer toujours plus. Il n'est pas possible d'"aimer la pauvreté" et d'en vivre le mystère sans quelque expérience de sa réalité concrète. Le niveau de vie de nos communautés ne devrait pas être plus élevé que celui des familles modestes, dont le pourvoyeur doit travailler dur pour subvenir aux besoins essentiels. Il appartient à chacun et à chaque communauté de déterminer de façon plus précise les exigences concrètes d'un tel mode de vie pour ce qui a trait à la nourriture, au logement, au vêtement et - surtout - aux voyages, à l'utilisation des automobiles, aux détentes, etc. La nécessité d'une sérieuse réforme à cet égard a été signalée par tant de groupes jésuites que personne ne saurait se dérober à l'examen ici demandé.

* Extrait d'un document de la récente Congrégation Générale de la Compagnie de Jésus, intitulé *Towards a More Authentic Poverty*. Traduction Relations.

L'engagement de la pauvreté devrait se traduire par la solidarité avec les humbles, par l'économie des ressources: énergie, aliments, vêtements, logement... et par le partage de ces biens.

Le voeu de pauvreté doit restituer aux biens terrestres le sens de leur destination pour le bénéfice de tous les hommes. C'est un engagement sacré, vis-à-vis de ces biens, d'éviter l'abus dans leur usage, d'éviter de les utiliser pour des fins d'oppression ou de domination.

Que la solidarité avec les humbles s'exprime aussi par le travail. Notre humanité reste une humanité laborieuse dans sa plus grande partie. S'assujettir à la loi du travail, à ses heures et à ses exigences, c'est pratiquer la dépendance et le partage de la condition humaine. Vivre du fruit de son travail constitue un effort de participation à la création de nouveaux biens: biens économiques, sociaux, culturels, religieux, selon sa compétence.

Disponibilité, économie des ressources, partage, productivité et communion par le travail, voilà autant de façons de vivre l'engagement de la pauvreté inspiré par l'Evangile et en fonction des besoins de notre temps. C'est surtout l'engagement total des ressources humaines pour rétablir la justice dans le monde qui doit prévaloir; c'est dans ce champ que doit s'exercer la disponibilité de l'homme religieux et des ressources qu'il peut mobiliser.

Si l'on veut rentrer dans des dispositions pratiques tirées de la situation même des Instituts religieux qui dirigent et détiennent des oeuvres importantes, il est une pratique qui s'impose: établir une distinction nette, institutionnelle, si possible, entre l'oeuvre ou l'institution et la communauté qui la dirige.

Ces oeuvres ou ces institutions ont pris souvent une importance telle par les ressources qu'elles mobilisent qu'elles sont devenues une source de pouvoir et créent une équivoque difficile à dissiper par rapport aux engagements de la pauvreté. Qu'il soit bien clair que ces institutions existent en vertu d'objectifs qui relèvent du bien commun et non au profit de la communauté et de ses membres.

Il serait temps que l'on révise les structures et les conceptions qui réagissent les biens ecclésiastiques en général et en particulier les biens des communautés. Ces structures s'inspirent encore d'une conception individualiste de la propriété. Le sens et la fonction sociale des biens terrestres a bien évolué en ces derniers siècles en ce qui a trait à la propriété des personnes morales et physiques dans le droit civil des différentes nations; ceci ne s'est pas fait à un degré suffisant en ce qui a trait aux biens ecclésiastiques. Le principe juridique selon lequel la possession des biens, sous l'autorité suprême du Saint Père, appartient à la personne morale ecclésiastique qui les a acquis légitimement (Can. 1499, p. 2) est de soi juste et pleinement justifié. Cependant il ne doit pas conduire à des conséquences absurdes comme si la possession des biens d'une personne morale ecclésiastique était quelque chose d'intangible, sans rapport avec la fonction sociale et ecclésiale, d'autant plus que les personnes morales sont des créatures du droit au service et pour l'utilité des personnes physiques.

C'est pour libérer pour ainsi dire cette fonction sociale des biens qu'il serait souhaitable que les communautés distinguent bien les ressources qui sont à leur usage personnel des instruments d'apostolat qu'elles ont acquis légitimement d'ailleurs mais pour des fins sociales ou ecclésiales bien déterminées.

L'engagement religieux dans la pauvreté devrait se vivre comme une liberté vis-à-vis les biens acquis par la personne; il devrait restituer au monde ce sens de la gestion équitable du patrimoine confié aux hommes, gestion qu'ils ont à vivre à travers les différences individuelles, les dons acquis par l'étude ou le milieu, mais qui demeure une responsabilité à l'égard de tous. S'engager à se rendre disponible envers tous, à ne pas tirer profit de ses avantages personnels ou communautaires, c'est déjà un idéal qui a ses exigences et qui peut séduire les meilleurs d'entre nous. C'est une des façons de "révéler à l'homme le sens de sa propre existence."

Rome, 14 janvier 1975.

INJUSTICE ET ATHÉISME

**une seule mission:
s'opposer à l'athéisme
et lutter contre
l'injustice**

par William F. Ryan*

Je n'ai pas l'intention d'exposer ici une thèse théologique. Je veux simplement décrire ce qui s'est passé lors de la dernière Congrégation générale des jésuites (1974-1975) et qui peut avoir d'importantes conséquences pour leur vie et pour leur apostolat. En 1965, le pape avait confié aux jésuites, alors réunis en Congrégation générale (1965-1966), la mission de s'opposer à la diffusion de l'athéisme. Cette mission devait informer tous les apostolats des jésuites. Moins de dix ans plus tard, à la veille d'une nouvelle Congrégation générale, des requêtes sont venues de nombreux groupes jésuites à travers le monde à l'effet que la Compagnie de Jésus devrait opter fermement pour la promotion de la justice, dans la solidarité avec les pauvres et les opprimés. Cette option était considérée comme fondamentale: elle devrait influencer toute la vie des jésuites et toutes leurs activités. Dans bien des cas, on insistait sur le fait qu'une telle option ne serait rien d'autre que de

* Jésuite canadien, l'A. est directeur de programme au *Center of Concern* de Washington, un centre d'étude et d'action sur les problèmes de l'injustice dans le monde (en ce qui concerne spécialement la population, la faim, le statut de la femme, etc.).

retrouver, en fonction de notre temps, la mission originelle de la Compagnie de Jésus "pour la défense et la propagation de la foi": la promotion de la justice, faisait-on observer, fait partie intégrante de l'évangélisation et est elle-même lutte contre l'athéisme.

Virage ou approfondissement?

Quand les 236 délégués, dès les premiers jours de la Congrégation générale, furent appelés à se prononcer sur les thèmes dont ils voulaient traiter de façon prioritaire, une convergence très manifeste se dégagea: *notre mission aujourd'hui*, critères et orientations, exigences pour la vie (la pauvreté religieuse et ses aspects institutionnels), promotion de la justice. Refusant de séparer ces divers aspects d'une mission à redéfinir en fonction de besoins nouveaux, ils consacrerent trois jours de leur temps précieux à expliciter l'intuition sous-jacente aux requêtes reçues, c'est-à-dire les rapports entre évangélisation et promotion de la justice ou, inversement, entre la lutte contre l'athéisme et la lutte contre l'injustice à l'intérieur d'une même mission apostolique.

Semblables liens sont moins nouveaux qu'il n'y paraît d'abord. En 1938 déjà, les jésuites voyaient l'"apostolat social" et la lutte contre le "communisme athée" comme des axes majeurs de leur apostolat global. Mais on ne remettait alors pas pour autant en cause l'ordre social existant, lequel semblait en quelque sorte naturel. On misait plutôt sur la prédication de la justice et de la charité, ainsi que sur l'aide à apporter aux victimes des lacunes de l'ordre social. L'ennemi, c'était le péché qui réside dans le cœur des hommes, non celui qui s'incarne dans les structures sociales elles-mêmes.

Lorsqu'ils reçurent mission de combattre l'athéisme, en 1965, les jésuites se référèrent aux documents de Vatican II, notamment à *Gaudium et Spes*, rappelant que l'injustice

dans la société est l'une des causes de l'athéisme. En 1966, les jésuites voyaient donc l'"apostolat social" en rapport direct avec le service d'une foi qui doit conduire à un amour du prochain qui soit pratique et qui ait une dimension sociale, qui ait souci du développement du monde. Il fallait donc "imprégner de justice et d'amour les structures de la vie humaine". Cette tâche fut alors classée comme prioritaire, bien que l'"apostolat social" ait été intégré dans une liste de 15 "secteurs" apostoliques. Cette priorité fut néanmoins reconnue dans la pratique: entre 1966 et 1970, bon nombre de jésuites s'engagèrent dans un "travail social", comme le manifeste la création de plusieurs Centres sociaux à travers le monde.

Ce n'est que peu à peu, cependant, qu'un souci de justice sociale commença à s'affirmer dans les diverses sections d'activité où les jésuites sont engagés, notamment dans le champ de l'éducation. Le synode des évêques de 1971, sur la *justice dans le monde*, devait aider à une prise de conscience plus nette à cet égard. Malgré quoi, il faut bien le reconnaître, plusieurs jésuites se sentaient quelque peu embarrassés de la mission qui leur avait été confiée de "combattre l'athéisme". Cela faisait "démodé" pour certains. Sur-tout, on voyait mal comment cette lutte pouvait être menée *dans le monde d'aujourd'hui*.

Une nouvelle problématique

Le lien s'est fait progressivement plus manifeste entre l'athéisme et l'injustice sociale à mesure que, face aux problèmes de la faim et de la misère à l'échelle de la planète, s'est affirmée la conscience de l'interdépendance de tous sur cette même planète. Seule une nouvelle éthique de coopération internationale et de partage permettra la survie de l'humanité. Le fossé se fait sans cesse plus large entre riches et pauvres. En même temps, cependant, le concept de "développement" des années 60 cède devant les requêtes pour la

justice sociale et pour un nouvel ordre économique international qui transformerait radicalement les structures de pouvoir. Les théologies de la libération ont vu le jour en Amérique latine, là précisément où la dépendance économique face aux USA était perçue plus nettement que jamais comme asservissante. Au terme d'une évolution, la vision "développement" était remplacée par celle de la *justice dans le monde* lors du synode des évêques de 1971.

La déclaration de ce synode sur la justice devait avoir une importance capitale pour l'intégration du travail pour la justice dans la mission ecclésiale d'évangélisation. La problématique nouvelle est claire dans ce document: la charité chrétienne implique "une exigence absolue de justice"; "la promotion de la justice et la participation à la transformation du monde apparaît pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'évangile ou, en d'autres mots, de la mission de l'Eglise pour la rédemption de l'humanité et pour sa libération de toute situation d'oppression". Pour les évêques de toutes les parties du monde, si les chrétiens, dans leur vie de tous les jours, et l'Eglise elle-même, dans la vie de ses institutions, ne travaillent pas pour la justice, le message chrétien sera difficilement crédible. Le monde, affirment-ils, est marqué aujourd'hui "par le grave péché d'injustice". Les structures sociales sont elles-mêmes marquées par le péché; elles constituent des "obstacles objectifs" à la conversion des cœurs et à la réalisation des visées de la charité. Et les évêques demandaient alors aux éducateurs d'être attentifs à l'esclavage d'un certain ordre de penser et d'agir qui encourage l'individualisme et la possessivité au détriment des valeurs évangéliques. L'évangile apparaît alors comme une instance critique par rapport à toutes les institutions et à tous les systèmes qui contredisent ces valeurs et empêchent un épanouissement réel de la personne.

Il y a cela. Et autre chose encore. Depuis 1971, de nouveaux facteurs

ont joué dans la formation d'une nouvelle conscience critique. Un livre comme *Limits to Growth*, par exemple, révèle une conscience nouvelle de la finitude de notre monde. La conférence de l'ONU sur l'environnement (Stockholm, 1972) de même. L'échec de CNUCED III (Santiago, 1972) a mis en lumière l'injustice des relations commerciales internationales: il n'y fut pas possible de faire une avancée tant soit peu sensible dans le sens d'accords commerciaux et monétaires davantage favorables aux pays les plus pauvres, et ce en dépit de la claire conscience que des centaines de millions de personnes, non seulement n'avaient pas eu leur part dans la prospérité des années 60, mais avaient "perdu du terrain" et se retrouvaient désormais dans une misère et dans une oppression plus profondes. Plus récemment, les conférences de l'ONU sur la population (Bucarest, 1974) et sur la faim dans le monde (Rome, 1974) ont confirmé l'imminence de la famine pour des dizaines de millions de personnes. Il n'est plus utopique de penser que, vers l'an 2,000, les $\frac{3}{4}$ des 7 milliards d'habitants de notre planète seront à la fois des non-chrétiens et des personnes vouées à une désespérante pauvreté, si des changements radicaux ne sont pas opérés dans les structures économiques internationales et si les façons de penser, les structures de pouvoir et les échelles de valeurs ne sont pas profondément réajustées, spécialement dans les pays traditionnellement qualifiés de chrétiens.

Comme bien d'autres et avec eux, des jésuites ont tenté d'explicitier les nouvelles notions de péché social et de péché structurel qui sont à tout le moins implicites dans les théologies de la libération. Les façons de voir et de penser de l'Occident, telles qu'elles ont pris corps dans les sciences sociales, dans les institutions socio-économiques et dans les technologies, ont été examinées avec un regard plus critique. Cet examen a amené à dénoncer l'incarnation des contre-valeurs évangéliques que sont, par exemple, la self-centration, la compétition, l'accumulation accaparatrice des riches-

ses - contre-valeurs qui sont caractéristiques d'une éthique axée sur les exigences de la croissance économique.

C'est alors que certaines intuitions de *Gaudium et Spes* ont pu être explicitées, notamment en ce qui a trait à l'incroyance dans les pays non-chrétiens. De façon de plus en plus nette, on a donné à entendre que, pour une grande part, l'incroyance y a sa source dans le fait que le christianisme - l'Eglise - a part à une culture dont il est partie, qu'il a suivi la dynamique propre de cette culture, qu'il a perdu sa "grâce" et sa gratuité en adoptant les pré-supposés de cette culture. Le christianisme, on en prenait progressivement conscience, a été trahi par le rationalisme - et, surtout en Amérique du Nord, par le libéralisme - qui a marqué sa philosophie, sa théologie et même sa spiritualité. En outre, ce même christianisme - l'Eglise - a perdu son autorité lorsque, pour une part à cause de la compromission culturelle dont je viens de parler, les mots ont été vidés de leur signification en étant coupés de la réalité. Les chrétiens, comme les autres, sont souvent aveuglés par le biais que leur vie a emprunté dès le départ et qui les tourne tout entiers vers le succès, l'efficacité, la compétition, l'"objectivité", les résultats qui comptent, les "faits", les choses "qui marchent"! Comment pourrait-on expliquer autrement leur lenteur à percevoir leur participation au péché collectif, au péché structurellement articulé sur le plan socio-économique, qui permet à 6% de la population de consommer 40% des ressources de la planète pendant que les autres ne peuvent jouir du standard de vie moyen du chien nord-américain!

L'athéisme pratique de l'injustice

On peut voir maintenant comment le "lien" s'est établi. Nous avons fait de notre mode de vie, dans nos sociétés de consommation, une idole. Un absolu, qui a nom richesse, pouvoir, autosuffisance, qui sacrifie Dieu en nous-même et qui, dès lors, cache sa face malgré toutes nos

prédications de son nom! Pour détrôner ces idoles, nous avons à notre disposition, comme jésuites, un instrument particulièrement utile et efficace: celui des *Exercices* ignatiens qui, grâce à leur pédagogie de discernement, constituent un outil de relativisation de tous les faux absolus.

Comme le laissait clairement entendre P. Arrupe, dans un récent commentaire sur le document synodal consacré à *la justice dans le monde* - commentaire intitulé *Witnessing to Justice* -, un processus de discernement loyalement mené conduit à la *conversion* c'est-à-dire à une transformation radicale de la personne au plus intime d'elle-même, à un changement de cœur tout autant que l'esprit ou de mentalité, à ce "détachement" caractéristique de "la troisième classe d'hommes" des *Exercices spirituels*. Semblable conversion ne se contente pas du don de ce que l'on peut perdre aisément; elle va beaucoup plus profond en exigeant un arrachement à quelque chose de ce que nous *sommes*: notre "vieil homme" et ses préjugés, ses convictions premières, ses attitudes spontanées, son échelle de valeurs, ses façons de penser et d'agir - tout cela qui est nous-même et dont nous ne pouvons nous arracher sans un dur combat, sans une "agonie". Un tel arrachement est nécessaire si nous voulons voir la vraie vie et entendre ses interpellations.

C'est à cette école des *Exercices spirituels* que les jésuites ont appris petit à petit, dans les années qui ont précédé leur dernière Congrégation générale, à lire "les signes des temps" à la fois dans le monde et dans l'Eglise. Ils ont alors été amenés à découvrir que les racines de l'injustice et de l'athéisme sont les mêmes: le péché dans le cœur des hommes et des femmes et le péché institutionnalisé dans les structures socio-économiques ferment les yeux et le cœur à la fois à Dieu et aux millions de membres de la famille humaine qui sont dans le besoin.

Le P. Arrupe, dans les premiers jours de la Congrégation générale,

a rappelé aux jésuites leur mission de détrôner les faux dieux qui les empêchent de rejoindre le vrai Dieu en même temps que leurs frères - faux dieux de la richesse, de la puissance et de l'autosuffisance qui s'incarnent dans des institutions et des structures d'oppression et d'injustice. Le péché, rappelait-il, doit être combattu dans ses manifestations sociales tout autant qu'individuelles. Le combat contre l'injustice doit aller aux racines du mal, au cœur même des personnes, là où Dieu est rejeté, sous peine de remplacer une idole par une autre et de conduire à un humanisme autosuffisant. Le travail proprement "religieux" de la prédication évangélique, d'autre part, doit intégrer comme un élément essentiel le service de l'humanité et l'amélioration de ses conditions de vie, sous peine de présenter une fausse image de Dieu et de devenir ainsi source à la fois d'incroyance et d'injustice. De là l'importance d'une redécouverte de la pauvreté apostolique: celle-ci, effectivement vécue dans la solidarité avec les pauvres, donnera la liberté nécessaire pour penser de façon neuve un monde nouveau.

Tel est l'arrière-plan de l'option prise par les jésuites, lors de leur dernière Congrégation générale, de combattre simultanément l'athéisme moderne et l'injustice. Il s'agit là d'une option unique et fondamentale. Le défi est clair: il s'agit de donner sens au présent combat du monde pour l'unité par delà les grands obstacles de l'injustice et des asservissantes idéologies. Il s'agit d'amener les hommes et les femmes de notre temps à se percevoir comme co-créateurs avec Dieu du monde humain de demain. Les athées travaillent, eux aussi, à bâtir ce monde plus humain. Les chrétiens, pour leur part, croient que le Christ ressuscité, par la puissance de l'amour qu'il diffuse dans les cœurs des hommes et des femmes, est le seul qui puisse transformer les structures injustes et les remettre "en grâce", c'est-à-dire capables de médiatiser l'amour entre les membres d'une même humanité.

Voyage triste et farandole légère

par Georges-Henri d'Auteuil

LONG VOYAGE VERS LA NUIT

Une table, éclairée de la lueur blafarde d'une ampoule électrique sous un minable abat-jour vert. Sur la table, des verres, une bouteille de whisky. Autour de la table, quatre personnes - de la même famille - qui s'aiment et s'injurient, qui se dévorent et s'embrassent. Nous assistons au *Long voyage vers la Nuit*, d'Eugène O'Neill, au Théâtre du Nouveau Monde, et fêtons le retour à Montréal de Jean Gascon, qui célébrera cet événement, en y mettant les bouchées doubles, comme metteur en scène et comédien de la pièce d'O'Neill.

Drame qui porte bien son nom. Long: malgré les coupures, il dure trois heures et demie avec l'entracte. Voyage: pendant une seule journée, du matin au soir, à travers les souvenirs, les misères, les échecs, les passions des personnages. Vers la nuit: celle sans doute de la fin des jours mais surtout de la déchéance physique et morale d'une famille. Situation pitoyable plutôt que méprisable, car les quatre personnages de la famille Tyrone sont loin de se montrer des brutes ou de vulgaires débauchés; ils sont davantage des victimes de circonstances pénibles et défavorables de la vie. Ainsi, cette avarice qu'on reproche à James Tyrone, le père, est le fruit de son enfance indigente quand un dollar lui paraissait une fortune. Et si son épouse, Mary, s'est lancée dans la drogue, la lassitude de courir d'hôtel médiocre en hôtel médiocre, accrochée à son itinérant comédien de mari plus soûlé d'alcool que de gloire, en est la cause. Et on comprend aussi que leurs deux fils, mal élevés, et face aux exemples des parents, aient ressenti trop fortement l'appel du vice et soient devenus des ratés. Et cela, sans enlever, bien

sûr, la part personnelle de leur responsabilité, l'explique et la diminue. Ce qui nous amène à les plaindre plus qu'à les condamner.

C'est en même temps ce qui donne un sens universel à cette histoire d'une famille qui ressemble étrangement à celle de la famille O'Neill. En effet dans *Long voyage vers la Nuit*, Edmund, atteint de tuberculose, c'est lui, Eugène, qui avait un frère coureur et dévoyé, dont la mère était droguée et le père un comédien alcoolique. Cela justifie, sans doute, l'auteur de n'avoir pas voulu publier ou représenter sa pièce de son vivant. Une certaine décence s'imposait.

Sur la scène du TNM, ce tragique voyage des O'Neill, Jean Gascon, avec le concours de son frère Gabriel, de François Tassé et Denise Pelletier, l'a répété pour nous. Nous avons été heureux de retrouver la bonne voix ronde et chaude de Jean Gascon mais aussi un métier encore plus sûr et une présence dramatique si bien ajustée à son personnage de James Tyrone, dur et fantasque et à la fois combien tendre, affectueux, émouvant. Belle composition humaine et juste, spécialement dans l'évocation pathétique de son enfance douloureuse et de sa carrière de comédien, en présence de son fils Edmund.

Quand on est bien normal soi-même, il est périlleux d'avoir à incarner des états psychologiques maladroits, une hypersensibilité qui va jusqu'au déséquilibre, comme doit le faire Mary Tyrone, droguée, à peine sortie de la clinique de désintoxication, mais que les problèmes familiaux tourmentent à nouveau. C'était la tâche de Denise Pelletier, qui l'a assumée avec courage et, à mon sens, avec une justesse de ton remarquable. Les fils Tyrone furent Gabriel Gascon, fraîchement revenu de Paris, et François Tassé. De

tous les membres de la famille, James Junior est certainement le moins sympathique. "Lanque de vipère", l'appelaient son père. En fait, un raté, mais lucide, qui essayait de cacher son mépris de lui-même dans l'alcool et la débauche; et capable de méchanceté. Gabriel Gascon, surtout dans le dernier acte, a exprimé avec vigueur et vérité l'odieuse de son caractère, face à Edmund qu'il avait essayé de dévoter comme lui, par jalousie. François Tassé a été cet Edmund, le plus compréhensif et équilibré de la famille qui, en dépit des malheurs qui l'assaillaient, a su donner à son personnage des qualités de bon sens, de générosité, de sereine appréciation des choses, même d'affection vraie, rares dans ce milieu.

Comme ce Voyage d'O'Neil se fait plutôt autour d'une table où chacun déballe ses souvenirs en même temps que ses ennuis et ses rancœurs, la mise en scène ne peut comporter beaucoup de mouvements, qui deviendraient vite artificiels. Jean Gascon a accepté ces contraintes sans biaiser malgré la longueur du texte, confiant, avec raison, que l'intérêt de la pièce se trouvait davantage dans les sentiments exprimés et la psychologie des personnages. Est-ce à cause du jeu intimiste des comédiens que parfois on avait de la difficulté à toujours bien comprendre certaines répliques? Au théâtre, dans une grande salle, on ne jouit pas de l'avantage de la télévision ou du cinéma: le micro!

LE BAL DES VOLEURS

Gaétan Labrèche, c'est bien connu, est un bon comique fantaisiste. Aussi, il n'est pas étonnant que sa première mise en scène soit marquée d'une amusante originalité pleine de sautilleries, de virevoltes, de trouvailles farfelues, comme nous venons de le constater dans sa présentation du *Bal des Voleurs*, de Jean Anouilh, au Rideau Vert. Une très belle réussite.

Malgré son âge — composée dans les années trente — cette pièce reste une des plus modernes et des plus durables d'Anouilh. Sous les allures romanesques en diable d'une époque folle qui semble ne pas s'apercevoir des nuages de la catastrophe qui s'amoncelent, se déroule à Vichy — quel nom prémonitoire! — la farandole de l'ennui, de la futilité, du mensonge, de la fraude, de la recherche insensée de l'amour impossible. Ample matière à profonde réflexion pour d'austères

moralistes sur la délinquance d'une société. Le moraliste Anouilh, pas du tout austère, du moins dans cette oeuvre, a préféré la joyeuse mascarade au sombre drame pour peindre la frivolité des moeurs de ce temps.

Il y a d'abord, bien sûr, des voleurs. Trois, voleurs de pacotille, fantoches imbéciles et surtout d'une inefficacité totale. Il y a aussi, comme il convient, des gendarmes, aux gueules féroces à faire peur aux anges, mais, comme les voleurs qu'ils cherchent, parfaitement inutiles. Et il y a les nécessaires curistes, puisque nous sommes à une station thermale: deux hurluberlus, père et fils, de la finance, mais crevés et qui poursuivent de leurs attentions ridicules les filles riches à marier; enfin une famille anglaise, richissime naturellement (il y en avait encore à cette époque!), formée d'une impayable vieille dame, Lady Hurf, caractère original et fantasque, mais rouée, et qui ne s'en laisse pas conter, flanquée de son chevalier servant, Lord Edgard, vieux gentleman retraité cocasse et finaud, et des nièces de Lady Hurf: Eva, très entourée et pourtant déjà désabusée, Juliette, jeune romanesque enjouée et plutôt casse-cou. Et il y a, — j'ai failli écrire, surtout, — la musique, une inénarrable musique aux savoureux flonflons comme celle de nos fanfares des soirées Campbell dans nos parcs. Un personnage important merveilleusement interprété par Gaétan Labrèche lui-même. Tout ce qu'il faut pour un Bal qui aurait plu à Anouilh.

Surtout que les comédiens qui y ont dansé avaient le diable au corps, à commencer par la Lady Hurf de Janine Sutto, très en forme, un André Cailoux, tout à fait à l'aise en Lord anglais de la belle époque, et les trois voleurs, Jacques Lorrain, Jean Leclerc et Daniel Gadouas, plus habiles à changer de travestis qu'à réussir leurs mauvais coups, les deux aigrefins de la finance, les Dupont-Dufort, on ne peut plus malchanceux et dérisoires dans leurs entreprises matrimoniales, et les amoureuses, Eva, poursuivie par Hector, un voleur qui se trompe toujours de perruque, et que Marthe Turgeon ne reconnaît pas, et la gamine Juliette, sentimentale, qu'Anne Caron, coquette et spontanée a rendu avec beaucoup de naturel. Sarabande réussie, dans un décor réussi de Neveu et des costumes réussis de Barbeau. Peut-on exiger davantage?

CINÉMA

Des films et...

par Yves LEVER

En cet hiver 1975, l'actualité cinématographique québécoise fournit un grand nombre de faits significatifs dans tous les secteurs. Cette chronique prendra aujourd'hui la forme de flashes pour en souligner quelques-uns des plus importants.

En premier lieu, il faut dénoncer la mystification en cours d'élaboration par l'actuel gouvernement libéral de Québec au sujet de la loi-cadre sur le cinéma.

Le message inaugural de la session parlementaire en cours en définit ainsi les objectifs:

"Premièrement, la mise en place de l'infrastructure artistique (sic), industrielle et commerciale d'un cinéma qui reflète et développe l'identité culturelle des Québécois; deuxièmement, le développement d'un cinéma de qualité et de la culture cinématographique au Québec; troisièmement, l'extension de cette culture cinématographique à toutes les régions du Québec; quatrièmement, la liberté de création et d'expression et, cinquièmement, le développement du cinéma pour enfants."

Ces paroles résonnent bien dans un message placé sous le slogan de la "qualité de la vie démocratique". Mais si nous lisons le texte du projet de loi que le ministre Hardy a remis aux représentants des associations concernées par le cinéma lors d'une rencontre avec eux le 14 mars dernier (quelques jours avant la reprise parlementaire), et celui en 84 articles dont le *Devoir* et le *Jour* des 14 et 17 mars ont publié des extraits, nous sommes aux antipodes de la "vie démocratique".

D'abord, ces textes portent en manchette le sceau "strictement confidentiel" et la rencontre elle-même se tenait à huit-clos et exigeait la confidentialité de la part des participants. Démocratique, ce système où le public et les premiers concernés ne doivent rien

...de quelques autres faits

savoir d'un projet de loi qu'un haut fonctionnaire et un ministre (qui, en passant, ne connaissent strictement rien de la vie cinématographique) entendent bientôt faire voter?

Mais cela n'est qu'un premier détail servant tout au plus à introduire la suspicion. Le projet de loi lui-même se révèle plus gravement mystificateur.

Premièrement, il entend créer une "direction générale du cinéma et de l'audio-visuel" soumise directement au ministre (un politicien, un parti, une caisse électorale...). Cette "direction" aurait comme premier effet d'abolir à peu près tout ce qui se fait d'intéressant à travers les actuels organismes gouvernementaux, para-gouvernementaux ou subventionnés, pour tout centraliser. Elle doit définir et appliquer les politiques du ministre, mais ne prévoit rien pour régler les problèmes réels de la production, ni pour briser l'hégémonie des distributeurs américains (c'est à ce niveau que se joue le sort "culturel" du cinéma), ni pour continger l'exploitation dans les salles commerciales. Silence complet sur les véritables problèmes, pourtant maintes fois explicités par tous les cinéastes et cinéphiles: ni le problème de la langue dans les salles, ni la mainmise étrangère sur la diffusion, ni les privilèges des "majors" américains ne sont touchés. Non seulement aucune amélioration de la situation n'est prévisible avec cette nouvelle législation, mais elle ne peut que se détériorer.

Deuxièmement, la loi créerait aussi un "Institut du cinéma québécois". Géré par l'industrie (un bureau de dix représentants des diverses associations professionnelles), celui-ci infuserait des fonds pour la production dans le secteur privé. Au premier regard, cette création semble combler les vœux des cinéastes, mais une seconde lecture du document met en évidence le pouvoir absolu du ministre responsable (sic) de destituer les membres du bureau, d'imposer une tutelle à l'Institut, ou, tout simplement, de le liquider. Ici encore,

malgré une apparente autonomie, le pouvoir politique (un ministre, un parti, une caisse électorale...) entend tout contrôler.

Tous les mémoires, études et revendications des cinéastes et cinéphiles depuis douze ans n'auront servi à rien si la loi-cadre devait refléter le désir du ministre actuel.

Après un sommeil d'un an sur les tablettes, *La Gammick* de Jacques Godbout a enfin trouvé un écran. Le record de meurtres que l'actualité criminelle est en train d'enregistrer à Montréal et dans les banlieues fournit une pertinence spéciale à la sortie de ce film racontant quelques règlements de comptes dans la pègre locale.

Avec des moyens modestes, Godbout a réalisé un film aussi intéressant que la majorité des dizaines de films américains du genre projetés sur nos écrans chaque semaine. Bonne scénarisation, interprétation vigoureuse, rythme enlevant, intérêt soutenu et bonne qualité de l'image font de *La Gammick* un agréable passe-temps. Aussi intéressant que les *thrillers* américains: pas moins, mais pas plus.

Est-ce une veine que le cinéma québécois devrait exploiter? Personnellement, je ne le crois pas. Mais dans la conjoncture présente, je pense aussi qu'il y a place pour quelques-uns de ces films qui peuvent contribuer un peu à briser ce préjugé encore fort répandu que seul le film américain est intéressant. De même, tout film local qui peut stopper un tant soit peu le drainage de nos ciné-dollars vers le pays voisin mérite d'être encouragé.

Dans le jeune cinéma québécois, la sortie de *Bar Salon* (André Forcier) au Outremont a fourni un très agréable moment aux cinéphiles.

Bar Salon met sur écran un type de personnes des plus pognées dans notre société: les malchanceux chroniques qui, malgré la petitesse de leurs besoins, s'en voient même refuser la réalisation. Ceux-là se contentent du p'tit pain et de la grosse molle, prennent la petite vie comme elle passe et repasse, se heurtent continuellement à des murs qu'ils ne songent même pas à sauter ou à faire sauter. Ils ne rêvent plus. Par ailleurs, ils ne sont pas plus malheureux que vous ou moi. Mais comme la chanson connue, le film crie une question: "appelles-tu ça vivre?"

Surtout, *Bar Salon* nous révèle un cinéaste avec une qualité de regard exceptionnelle et un sens de la mise en scène (mise en situation) comme on n'en a encore jamais vu dans notre milieu cinématographique. Son premier film, *Le retour de l'Immaculée-Conception* avait déçu avec ses effets de canular un peu faciles. Mais il faudrait maintenant que Forcier trouve les moyens de réaliser beaucoup de films.

En cette année internationale de la femme, il faut rappeler que plusieurs films d'ici apportent des paroles fort pertinentes pour une meilleure analyse — plus viscérale qu'intellectuelle — de la condition féminine.

Je voudrais signaler spécialement le très beau film *Filles du Roy* (O.N.F.) de Anne-Claire Poirier dans le programme "En tant que femmes", pour la redécouverte d'une partie de notre enracinement. Celle que les manuels d'histoire n'ont pas assez bien retenue et que le folklore n'a pas assez bien chantée. Disponible gratuitement dans les diverses cinémathèques, il se retrouve aussi de temps en temps en salle commerciale. Surveiller le programme du Outremont.

Dans cette veine, la bande-annonce de *La femme de Jean* que l'Elysée programmera bientôt apporte une question essentielle: "j'étais depuis longtemps la femme de Jean; maintenant, qui suis-je...?", dit l'héroïne.

A la télévision de Radio-Canada, le 13 mars, présentation de *Réjeanne Padovani* (Denis Arcand). Film au rythme lent, *Padovani* devient encore plus lent sur le petit écran. Evidemment, les nombreux arrêts pour les messages publicitaires n'aident pas, et leur rythme étourdissant comme d'habitude ne marque que mieux la lenteur de l'émission. "Beaucoup de longueurs", m'ont dit quelques spectateurs. Cette affirmation, que l'on entend souvent à propos des films au rythme lent, cache plusieurs réalités dont une réévaluation s'impose.

Effectivement, il arrive que certains films contiennent des séquences ou des plans trop longs, qu'une partie des images et paroles soient de trop et répètent inutilement ce qui était déjà perçu et compris. Mais l'expérience montre que c'est rarement à ces films mal faits qu'on applique l'affirmation.

Le plus souvent, elle révèle surtout

l'appétit vorace des spectateurs pour bouffer à toute allure un spectacle dont les rebondissements dramatiques doivent s'accumuler sans relâche. De la même manière qu'on marche rapidement, qu'on mange rapidement, qu'on parcourt un livre ou un journal à toute vitesse, qu'on communique rapidement, on veut des films à consommation rapide et sans effort. L'intéressant n'est pas de voir le film, mais de connaître la fin de l'histoire! Comme lorsqu'on doit se rendre quelque part, on a toujours tendance à prendre toute la vitesse permise et l'on ne s'arrête que rarement pour regarder le côté de la route. On est souvent comme ces touristes qui font le tour de la Gaspésie en trois jours et disent par la suite que sa beauté est surestimée...

Devant un film à rythme lent, délibérément choisi pour donner aux spectateurs le temps de bien voir tout ce que contient l'image et de digérer les informations (sens très large) apportées et suggérées (évoquées), on comprend que beaucoup se sentent frustrés: on ne leur fournit pas la somme d'émotions ou de sensations qu'ils attendent.

Au contraire, on leur apporte une qualité plutôt qu'une quantité d'informations. On leur donne le temps de revenir à leurs propres paroles sur le sujet et peut-être même de rêver leurs propres rêves plutôt que d'embarquer dans ceux des autres.

Réjeanne Padovani à la télévision, c'était de l'information qualitative sur une situation politique présente. Toutes les anecdotes sur film, on les retrouve dans le téléjournal quotidien: trafics d'influence pour l'obtention de contrats, pots-de-vin à des hauts fonctionnaires, muselage brutal ou subtil de la presse progressiste, alliance crime organisé et politique, etc... Ces "nouvelles" que les quotidiens et téléjournals livrent au compte-gouttes et isolées les unes des autres, le film les rassemble, les situe et les organise pour les faire comprendre dans leur contexte. C'est cela, "se rincer l'oeil" au cinéma.

Un moment donné, je me suis pris à rêver qu'au lieu des commerciaux, un commentateur viendrait rappeler les faits d'actualité illustrés symboliquement par le film, mettre ou remettre des noms publics bien connus sous les personnages. Devancer, en quelque sorte, le téléjournal...

Rêvons, rêvons...! Peut-être en restera-t-il quelque chose!

...

A la télévision de Radio-Canada encore, a débuté le 16 mars un Ciné-club magazine. Pendant quinze minutes chaque semaine, juste avant la projection du long métrage, ce magazine renseignera sur toutes les dimensions de l'activité cinématographique d'ici. A côté des nombreuses heures consacrées aux sports professionnels, c'est encore très peu, mais, comme on dit de temps en temps dans la rue, "ce n'est qu'un début, continuons le..."

Dans le premier de ces magazines, un non-dit a laissé planer une ambiguïté assez agaçante. Parlant du syndicalisme chez les techniciens pigistes du Syndicat National du Cinéma (S.N.C.), on a évoqué les exigences salariales comme une des difficultés importantes pour la production de nouveaux films. Ces exigences n'ont rien de démesuré. En réalité, le tableau des salaires en vigueur en 1974, le dernier que j'ai pu voir, révèle que seuls les plus hauts salaires équivalent à peu près à ceux des plombiers, électriciens, policiers, enseignants, etc... Et encore, il faut dire que seules des exceptions travaillent à l'année longue.

Il faut le redire assez souvent, dans le contexte actuel, ce ne sont jamais les cinéastes qui s'enrichissent avec le cinéma. Les ciné-dollars vont pour la plus grande partie dans la poche des propriétaires de salle et des distributeurs, pour la majorité des succursales de multi-nationales.

...

Dans les deux ou trois dernières années, la revue *Cinéma Québec* avait publié un bilan de l'industrie du cinéma chez nous. Cette année, le Bilan a pris la forme d'un livre. On y retrouve une foule de renseignements sur les organismes publics fédéraux et provinciaux, sur les compagnies privées et leurs propriétaires, sur les cinémathèques et services de diffusion, etc... Quoique incomplet et insatisfaisant en partie pour les critiques et les professeurs de cinéma, ce Bilan rassemble des informations utiles et pertinentes et évite beaucoup de pertes de temps à ceux qui ont à utiliser ce type d'informations.

(Editions Cinéma Québec).

Les livres

Marcel TRUDEL: **Le Terrier du Saint-Laurent en 1663**. Coll. "Cahiers du Centre de recherche en civilisation canadienne-française", 6. -- Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, 1973, x1v-618 pp., 23.5 cm.

Au moment d'entreprendre la rédaction du troisième volume de son *Histoire de la Nouvelle-France*, qui présenterait la colonie du temps des Cent-Associés, Marcel Trudel s'est rendu compte qu'il lui faudrait "d'abord dresser un inventaire exhaustif des terres en seigneurie et en censive, ainsi que des emplacements des villes et villages" (avant-propos). Cet inventaire, alors conçu comme un simple appendice, a finalement pris la forme du présent volume, un gros livre qui a ses propres appendices. L'historien s'est heurté à de multiples difficultés, dont les plus importantes sont venues de la géographie du paysage, -- modifiée, comme bien l'on pense, par l'homme et la nature depuis trois siècles, -- de l'imprécision dans les mesures de l'époque et de la pauvreté de la documentation. Marcel Trudel n'en réussit pas moins à nous présenter un inventaire complet de la distribution du sol à la date du 30 juin 1663, jour où les Canadiens apprirent qu'un nouveau régime leur était donné par le Roi de France au "terme d'une période de 35 ans, au cours de laquelle la Compagnie de la Nouvelle-France, dite aussi *Compagnie des Cent-Associés*, avait tenté de faire du comptoir laurentien une puissante colonie" (p. 1).

Il nous suffira, pour montrer l'importance de cet ouvrage, d'en indiquer les grandes divisions. Il comprend six parties: de la Côte-Nord à la rivière Saint-Charles (13-115), Québec et sa banlieue (117-259), de la Pointe-à-Puiseaux à la rivière La Chevrotière (261-308), la région des Trois-Rivières (309-403), celle de Montréal (405-476), du lac Saint-Pierre à la baie de Chaleur (477-519). Ainsi, depuis la première seigneurie que l'on rencontre sur la rive nord en venant du golfe jusqu'aux

seigneuries de Montréal, puis de celles-ci, sur la rive sud, jusqu'à la baie de Chaleur, se trouvent indiqués les dimensions, limites et titres des propriétés, les droits et devoirs qui y sont attachés, la superficie de chacune en arpents, le nom des titulaires.

Les appendices (519-574), au nombre de cinq, contiennent une liste géographique des seigneuries du Saint-Laurent au 30 juin 1663 (dates d'érection, titulaires, superficies en arpents), une liste chronologique des mêmes seigneuries à la même date, une liste des seigneurs du Saint-Laurent et leur quantité d'arpents en seigneurie, une liste des terres et emplacements dans la censive des Cent-Associés ou des seigneurs, la somme des terres et emplacements dans la censive des Cent-Associés et dans les seigneuries, toujours à la date du 30 juin 1663.

Un index (575-618) facilite la consultation de l'ouvrage, qui est précédé, comme il se doit, d'une table des cartes et plans, d'une table des mesures, ainsi que d'une bibliographie et d'une cartographie considérables.

En conclusion, Marcel Trudel écrit (12): "Même si, à la ville comme à la

campagne, la localisation de bien des parcelles de 1663 demeure approximative, il reste que nous avons présenté l'essentiel du paysage humain de cette fin d'époque des Cent-Associés, paysage qui, dans son ensemble, malgré les trois siècles qui nous en séparent, n'est pas tellement différent de celui que nous pouvons observer de nos propres yeux, sur les rives du fleuve: l'orientation bien ordonnée des terres, le tracé de maintes routes, la forme des emplacements dans les anciens quartiers urbains, les rues étroites et d'allure capricieuse, tout cela est une survivance de l'époque de 1663; les maisons, quant à elles, ont toutes été emportées par l'usure, ne laissant ici et là que de menues parties intégrées comme reliques dans des constructions postérieures ou de rares fondements que l'archéologie s'applique à identifier; mais les traits essentiels de 1663 sont toujours là, marquant, d'une empreinte plus forte qu'on ne le croit, les portions de sol que les hommes s'étaient attribuées."

René DIONNE

Département de lettres françaises,
Université d'Ottawa.

LE LANGAGE DES CHIFFRES

45,000 TITRES EN STOCK PERMANENT

13,000 PIEDS CARRÉS D'ÉTALAGES

5 LIBRAIRIES EN UNE

H Sciences humaines

J Jeunesse

L Lettres, arts, loisirs

M Médecine et sciences de la santé

S Sciences et techniques

4 SERVICES INTÉGRÉS

les commandes spéciales
les commandes d'office
les livres reliés et catalogués
le service universel d'abonnements

— — —
Total

1 QUALITÉ: LA MEILLEURE

LIBRAIRIE DUSSAULT

la grande librairie du
8955 SAINT-LAURENT — MONTRÉAL

Tél.: 384-8760 Autobus 53, 55, 98, 100 Métro: Crémazie

Vient de paraître

LES POSITIONS - ETHNIQUES, LINGUISTIQUES ET RELIGIEUSES - DES CANADIENS-FRANÇAIS À LA SUITE DU RECENSEMENT DE 1971

par Richard Arès, S.J.

*Un ouvrage important
qui stimule la réflexion et l'action*

5 3/4" x 8 3/4". 212 pages. \$5.00

S'adresser à son libraire ou aux

Editions Bellarmin
8100, boulevard Saint-Laurent
Montréal
H2P 2L9 Tél.: 387-2541

AUJOURD'HUI

credo

- des "cahiers" sur des sujets majeurs: l'argent, la foi, l'avortement, etc.
- des rencontres avec des personnalités marquantes
- des articles sur la vie sociale, économique, politique et culturelle
- des nouvelles des chrétiens du monde entier

Mensuel oecuménique publié par l'Eglise Unie du Canada (église réformée),
3480 Décarie, Montréal, Qué., H4A 3J5,
tél.: 486-9213.

Abonnements: 1 an (10 numéros)
\$4.00 pour le Canada,
\$5.00 pour l'étranger.

Nouveautés

TRAVAUX ET COMMUNICATIONS 2

de

l'Académie des Sciences Morales et Politiques du Québec

Un ensemble varié et imposant par un groupe de chercheurs qui ont souci de se réunir pour partager, d'abord entre eux, puis avec le public, les résultats de leurs recherches.

Collaborateurs: François-Albert Angers, Richard Arès, Hermas Bastien, Jean-Charles Bonenfant, Pierre Dagenais, Léon Dion, Henri Dorion, Albert Faucher, Philippe Ferland, Philippe Garigue, Maurice Lebel, Edouard Parent, Roland Parenteau, Marc-Adéland Tremblay. 6 1/8" x 9 1/8". 244 pages. \$7.50

MESSAGES DES ÉVÊQUES CANADIENS A L'OCCASION DE LA FÊTE DU TRAVAIL 1956-1974

Présentation de Richard Arès. L'objectif de ces Messages est bien exprimé par l'appel lancé aux chrétiens d'être "aux premières lignes de ce front de libération qui ambitionne de bâtir une société authentiquement humaine". 6 1/8" x 8 3/8". 193 pages. \$5.00

LES CENT-ASSOCIÉS ET LE PEUPLEMENT DE LA NOUVELLE-FRANCE 1633-1663

L'auteur, Lucien Campeau, écrit dans la présentation:

"L'étude partielle que nous livrons aujourd'hui au public ne tiendra pas lieu d'histoire des Cent-Associés. Elle ne prétend, à partir d'un aspect seulement, qu'évoquer certaines dimensions insoupçonnées et suggérer quelques perspectives nouvelles où situer l'ensemble de ce problème historique." 5 1/8" x 7 3/4". 175 pages. \$4.50

EUCHARISTIES

André Myre cherche, dans ce livre, à traduire en prières simples la vie chrétienne de l'homme ordinaire. Ces prières ont ceci de particulier qu'un bibliste est leur auteur, un homme dont le métier est de le mettre quotidiennement en contact avec le Dieu que la Bible révèle. 5 1/2" x 8". 164 pages. \$4.50

FOI ET DÉVELOPPEMENT DES PEUPLES

par Marcel Messier

Préface de Mgr Herder Camara

Marcel Messier a vécu près de dix ans dans des pays en voie de développement de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique. Mgr Camara écrit, dans la préface, que ce livre "court le risque d'être méprisé ou mieux contesté, rejeté, condamné. Lu, approfondi avec courage et humilité, il force à penser et à agir." 5 1/4" x 8 3/8". 161 pages. \$4.75

PAUL RAGUENEAU ET SES LETTRES SPIRITUELLES

par Jude St-Antoine

Dans son étude, l'auteur trace d'abord le portrait de Paul Ragueneau, disciple du grand spirituel, Louis Lallemand, et maître de celui que l'histoire appellera le Grand Condé. Puis il situe l'activité du missionnaire et du directeur d'âmes qui arrive à Québec près de trente ans après Champlain. Et il tente de dégager, à partir de lettres spirituelles adressées à des religieuses, les lignes de force de la spiritualité de Paul Ragueneau. 5 1/4" x 8 3/8". 327 pages. \$8.75.

S'adresser à son libraire ou aux

Editions Bellarmin

8100 boulevard Saint-Laurent, Montréal,

Tél.: 387-2541